

1)
(N° 248.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 AVRIL 1920.

Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts sur les revenus ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2) PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Les diverses propositions contenues dans le projet de loi ont pour but, et auront pour résultat, si elles sont toutes adoptées :

De reviser certaines dispositions en vue de faire disparaître des obscurités et de combler des lacunes qui empêchent le complet fonctionnement de la loi du 29 octobre 1919;

De modifier certains taux de perception, soit en relevant ceux-ci, soit en supprimant ou en accordant des exonérations ;

D'apporter sur divers points des changements au système de perception ou de recouvrement, tels que la loi actuelle les a organisés.

Ces propositions ont donné lieu aux observations suivantes.

I. — TAXE MOBILIÈRE.

ART. 2 DU PROJET, 15 DE LA LOI GÉNÉRALE.

Le texte nouveau modifie le régime adopté en frappant non point des revenus mais une richesse acquise, déjà atteinte lors de sa formation.

Antérieurement à 1913 les sommes versées aux réserves étaient considérées comme attribuées aux actionnaires, et frappées comme telles.

Elles augmentaient les sommes fournies par ceux-ci, et constituaient une augmentation du capital investi.

(1) Projet de loi, n° 104.

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Wauwer-mans, Pepin, Hallet, Neujean, Raemdonck, Van de Vyvere.

L'impôt frappant ces bénéfices variait généralement de 4 à 8 p. c. Il a été acquitté. Lorsque ces sommes seront distribuées, on ne répartira pas aux associés des revenus, mais des sommes qui provenant de revenus, sont demeurées en la possession de la société.

Pour le motif que le taux de l'impôt était moins élevé lorsque le bénéfice a été réalisé, qu'au moment où il sera reparti, le texte nouveau frappe à concurrence de la différence entre le montant perçu au taux ancien et celui existant au moment de la répartition.

TAXE PROFESSIONNELLE.

ART. 3 DU PROJET ; 23 DE LA LOI GÉNÉRALE.

La loi du 29 novembre 1919 exonérait de la taxe professionnelle, seulement les veufs ou mariés et ayant charge de famille, justifiant que leur revenu total n'excédait pas 3,000 francs par an.

La proposition de loi étend le régime des exonération : ne seront plus passibles de la taxe professionnelle les revenus dont le chiffre est inférieur à :

1,800 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants.

2,100 francs dans les communes de 5,000 à 13,000 habitants.

2,400 francs dans les communes de 13,000 à 30,000 habitants.

2,700 francs dans les communes de 30,000 à 60,000 habitants.

3,000 francs dans les communes de 60,000 habitants et plus.

Ces chiffres sont inférieurs au minimum que l'on peut considérer actuellement comme indispensable pour les besoins de l'existence.

Une proposition fut faite en vue de majorer ces taux et de les porter suivant l'importance de la commune de 3,000 à 6,000 francs.

La conséquence de cet amendement aurait été qu'une très grande partie de la population échapperait à l'impôt.

La Commission a estimé impossible de se rallier à cette proposition pour une double raison : de principe, et de nécessité fiscale.

De principe : tous les citoyens doivent participer aux charges publiques. Le rapport présenté à l'occasion du projet qui devint la loi d'octobre 1919 a fourni les raisons qui doivent faire repousser l'exemption d'une classe ou d'une catégorie de revenus (*Doc. parl.*, n° 520, pp. 34-35). La Chambre a partagé cet avis. Aucune raison nouvelle n'a été fournie qui libérerait de toute contribution des salaires et appointements au-delà des chiffres repris dans le projet qui ont été admis comme ressources minima incompressibles.

Au point de vue des ressources fiscales, l'exonération proposée serait de nature à les réduire dans des proportions considérables.

Dans nombre de villages il n'y aurait plus de matière à perception. Des ouvriers, des employés n'acquitteraient même plus les contributions qu'ils acquittaient autrefois et dont la législation nouvelle les exonère.

Les tableaux annexés au projet de loi et celui joint au présent rapport, permettent de se rendre compte du montant de l'intervention réclamée aux salaires et appointements et de se convaincre de la modération de la taxe.

Plusieurs membres de la section ont indiqué, qu'alors qu'on exonérait de

la taxe professionnelle tous les salariés qui n'ont que le minimum de revenus indispensables, la même règle devrait être adoptée vis-à-vis de ceux qui n'ont pour vivre que les modestes rentes de quelques valeurs mobilières ou d'un immeuble de peu d'importance.

N'y avait-il pas lieu d'appliquer la même règle « qu'il n'est pas possible de percevoir un impôt sur les pauvres ou sur ceux qui sont presque pauvres » ?

La demande est justifiée, mais la section a reconnu l'impossibilité de trouver une formule permettant de mettre en fonctionnement ce régime.

ART. 4 DU PROJET; 27 ET 50 DE LA LOI GÉNÉRALE.

Lors de l'élaboration de la loi générale, le système primitif tendait à accorder un régime de faveur aux agents des pouvoirs publics et aux employés privés sous forme de réduction du taux de la taxe.

Cette proposition n'a pas été admise.

L'article 4 du projet la reproduit d'une façon indirecte : les dépenses professionnelles de ceux-ci seraient fixées forfaitairement à un sixième de leurs rémunérations.

Il est à considérer que le fisc ne considère comme dépenses professionnelles que celles qui dérivent directement de l'exercice du commerce ou de la profession à l'exclusion de toutes dépenses personnelles, — telles le loyer, l'éclairage, le chauffage de la partie de l'habitation non réservée aux magasins et bureaux; les dépenses d'habillement, la nourriture. Dès lors, l'on se demande comment justifier le forfait du sixième, — soit 16 p. c., — comme représentant les dépenses d'un fonctionnaire, d'un employé, qui n'a point à acquitter des frais de loyer ou d'entretien de bureau... En ce qui concerne les ouvriers, la dépense professionnelle peut consister dans l'usure des outils, les achats de vêtements de travail, et, peut-être, les frais de transport. Ils ne varient pas en proportion égale avec le montant du revenu professionnel.

La règle forfaitaire pourrait être inférieure à la dépense grevant les petits revenus, et être excessive en ce qui concerne ceux des fonctionnaires et titulaires de charges élevées.

Elle consacrerait ce principe pour toutes les professions que l'on peut considérer comme dépenses professionnelles les « obligations sociales ».

Il paraît donc dangereux d'admettre la règle forfaitaire qu'« à défaut d'éléments probants ces charges seront fixées au sixième des rémunérations et salaires ».

Le terme « à défaut d'éléments probants » est d'ailleurs imprécis : il laisse le champ libre à toute évaluation contraire de la part du fisc et de l'intéressé.

La meilleure solution consiste dans le maintien de la situation actuelle. Si cependant cette opinion ne prévalait pas, des membres de la Commission ont estimé que le forfait devrait être fixé au dixième.

En tous cas, il va de soi que si l'on admettait une déduction pour dépenses professionnelles, il faudrait, pour éviter une double exonération, que le

calcul des sommes soumises à la taxe comprenne les indemnités pour dépenses professionnelles, et les mots « à l'exclusion des indemnités allouées pour dépenses professionnelles » devraient disparaître du texte de l'article 29, § 1^{er}, *in fine*.

ART. 5 DU PROJET; 31 § 3 DE LA LOI GÉNÉRALE.

Le système primitif prévoyait la perception à la source.

L'article 31, § 1, tel qu'il se trouve inscrit dans la loi est le résultat d'un vote en seconde lecture, modifiant un texte qui n'avait pas été amendé en première lecture.

La Chambre s'arrêta dans l'examen de ce système après l'adoption du premier paragraphe qui l'établissait et ce pour un motif d'ordre réglementaire. Actuellement l'article 31 se rapporte à deux systèmes contradictoires et tout ce qu'on peut en conclure, c'est que l'*obligation* pour l'employeur de retenir la taxe professionnelle n'est plus consacrée par un texte légal.

Le système proposé par le Gouvernement pour la perception de la taxe professionnelle sur « les rémunérations diverses des fonctionnaires et employés publics ou privés, ainsi que sur tous salaires; les appointements et rentes viagères, à l'exception des pensions alimentaires » (art. 23, 2^o) paraît d'après le texte soumis devoir être organisé comme suit :

La perception n'aurait pas lieu « à la source » ou par « stoppage ». Les fonctionnaires, employés, ouvriers, devraient produire dans les trois premiers mois de l'année une déclaration du montant de leurs revenus (voir art. 53).

Les revenus à déclarer seront ceux recueillis l'année précédente (art. 6, § 3 nouveau de l'article 32).

Les déclarations donneraient lieu à la remise d'un avertissement extrait du rôle. La taxe serait payable par trimestre (voir art. 59 ancien, à modifier par art. 13 du projet).

En cas de non paiement direct de la taxe par les redevables, fonctionnaires, employés, ouvriers, ceux qui paient en Belgique les appointements, salaires, pensions, etc., seront « tenus personnellement d'acquitter l'impôt et les intérêts y relatifs », mais auront « le droit d'en faire la retenue sur les dits revenus, et sans recours des bénéficiaires. »

Pour apprécier le mécanisme de cette opération, il faut la mettre en relation avec la disposition de l'article 3 du projet aux termes duquel tous les revenus professionnels sont discriminés d'une somme variant de 1,800 à 3,000 francs, d'après le chiffre de la population du domicile du redevable; ce minimum d'exemption, étant majoré d'un dixième par membre de la famille à charge du contribuable, et de deux dixièmes pour la femme et chaque enfant âgé de plus de huit ans.

Le système nouveau est donc celui de la perception directe, après établissement de rôles sur les revenus perçus de l'année précédente.

La Commission estime qu'il y aurait lieu au contraire d'en revenir au système primitif, proposé alors par le Gouvernement, comme « déjà en usage

pour les dividendes, les intérêts des obligations, et de nature à faciliter la perception et à éviter les fraudes. »

Il paraît impossible de venir réclamer à des ouvriers et à des employés, un an après qu'ils ont reçu leurs salaires ou appointements, la taxe afférente à ceux-ci. La perception ainsi organisée entraînerait l'établissement d'autant d'extraits de votes que de salariés et appointés. Elle amènerait à une complication énorme dans la recette, sans compter les pertes de temps des redevables.

L'Etat trouverait une simplification extrême à se trouver devant l'employeur comme agent de perception, celui-ci lui remettant le relevé des retenues, et versant le total de celles-ci aussitôt après la date du règlement du revenu aux intéressés.

Il y aurait donc lieu d'en revenir au texte primitif et de remplacer le § 1^{er} de l'article 31 par :

§ 1^{er} : Sont redevables de la taxe, les personnes physiques ou juridiques, les sociétés sans personification civile et les associations de fait ou communautés :

a) qui bénéficient en Belgique des revenus désignés à l'article 25, même s'ils résident à l'étranger ou dans la colonie ;

b) qui, à titre de débiteurs des revenus indiqués au n° 2 de l'article 25, les paient en Belgique à des bénéficiaires, même si ces bénéficiaires sont domiciliés ou résident à l'étranger ou dans la colonie.

Il doit être observé que le terme redevable a la signification de redevable vis-à-vis du fisc, tenu de payer à celui-ci soit à titre et pour compte personnel, soit pour compte d'autrui avec droit de récupération.

L'adoption de ce texte entraînera le maintien de l'article 32, paragraphe 3 actuel, soit le rejet de l'article 6 du projet.

II. DÉTERMINATION DU TAUX DES IMPOTS CÉDULAIRES.

ART. 7 DU PROJET; 35 DE LA LOI GÉNÉRALE.

L'article 7 est la conséquence des exonérations consenties par les articles 3, 4 et 10.

Il établit un relèvement du taux de taxation, et reprend une partie des concessions que ces articles accordent.

II. SUPERTAXE.

ART. 9 DU PROJET; 39 DE LA LOI GÉNÉRALE.

L'article 39 de la loi générale visera désormais deux cas distincts :

a) Celui du chef de famille formant ménage avec des membres de celle-ci.

b) Celui d'une personne apparaissant comme le chef d'un groupe ou d'une association ne jouissant pas d'une personnalité distincte, et recevant à un titre quelconque les revenus appartenant à des personnes qui ne constituent pas avec lui un ménage, cas visé par l'article 40.

Dans le premier cas la loi établit la présomption que « les enfants encore mineurs sont présumés faire partie du ménage ».

L'exposé des motifs ajoute que « de cette manière les enfants majeurs ne seront pas tentés de quitter le foyer familial pour faire échapper leurs parents à la progressivité de l'impôt ».

Cette conclusion ne pourrait être tirée du texte proposé que par voie de raisonnement *a contrario*.

Puisque telle est la portée de cet article il serait préférable de la préciser en mentionnant dans le texte que « sauf preuve contraire, sont *seuls* présumés faire partie du ménage, les enfants mineurs qui habitent avec leurs parents.

Quant à la seconde espèce, le texte nouveau ne fait que consacrer une règle de taxation évidente : l'impôt est personnel ; là où des biens ne constituent pas une masse indivise, et demeurent au regard de la loi des biens individuels, c'est à chaque individu que le fisc doit s'adresser pour ses perceptions. Celui qui reçoit les revenus n'est qu'un mandataire. Il devra justifier de sa qualité de mandataire ou de gérant d'affaires.

ART. 10 ET 11 DU PROJET ; 41 ET 42 DE LA LOI GÉNÉRALE.

La base de population a fait l'objet d'observations. L'élévation du coût de la vie correspond-il bien au chiffre des habitants ? On a répondu que le principe avait été adopté, et dans la loi actuelle et dans d'autres (loi sur les loyers, etc.) et que le projet ne faisait que reviser des chiffres ; qu'au surplus les arrêtés royaux pouvaient corriger la classification lorsque le coût de la vie apparaîtrait dans certaines communes comme particulièrement élevé.

L'article 11 relève le montant des exemptions de famille.

Tout compte fait, il semble que si la diminution du montant des revenus exemptés donne une plus large assiette à la taxe supplémentaire, la diminution du taux de base (art. 42 nouveau) apporté une compensation de nature à laisser les revenus moyens dans une situation qui ne sera guère modifiée.

La progression nouvelle ne se fait sentir que sur les revenus qui dépassent 50,000 francs.

ART. 12 DU PROJET ; 44 DE LA LOI GÉNÉRALE.

Un reproche a été adressé au nouveau barème : la progression paraît trop rapide à la base, et s'arrête inutilement trop tôt.

La Section a estimé qu'on pourrait sans inconvénient n'arrêter la progression qu'au taux de 50 p. c.

ART. 13 DU PROJET ; 52 DE LA LOI GÉNÉRALE.

Cet article va bien au-delà — contrairement à ce que l'exposé des motifs affirme — de retouches à la loi en suite de modifications que certains amendements auraient apportés aux cours de la discussion à l'économie générale de la loi d'octobre 1919.

A toute époque, dans notre système fiscal, les sociétés de capitaux ont été soumises à un régime spécial.

Les discussions préliminaires à l'adoption de la loi de 1919 ont affirmé à nouveau le principe qu'on ne pouvait économiquement s'arrêter à la conception rigoureuse que l'être juridique a une personnalité distincte de celle des actionnaires à qui les profits sont distribués. Elle a maintenu la notion fiscale que la société par actions n'est qu'une fiction juridique qui représente l'universalité de ses actionnaires. Voyez notamment rapport de la Section centrale n^{os} 70 et 90.

Les propositions primitives transmises par le Gouvernement à la Section centrale portaient en conséquence : « Comme la taxe mobilière frappe les revenus des actions ou parts dans les sociétés par actions ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif, les bénéfices des dites sociétés *ne seront pas assujettis à la taxe professionnelle* » et se traduisait dans le texte du Gouvernement repris par la Section centrale : « La taxe professionnelle atteint tous les revenus désignés ci-après : 1° bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles quelconques, *à l'exception des bénéfices des sociétés par actions ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif* . »

Le texte fut voté en première lecture, après avoir été modifié, d'accord avec le Gouvernement, dans des termes qui en précisaient encore davantage la portée (*Ann. parl. Ch., des Repr., séance du 10 octobre 1919 p. 2036*).

L'affirmation contenue dans l'exposé des motifs que certains amendements auraient apporté des modifications à l'économie générale de la loi, peut uniquement invoquer un changement de rédaction, introduit en seconde lecture, sans qu'il ait été fourni à ce sujet le moindre commentaire ou la moindre explication : les mots « à l'exception des bénéfices des sociétés, etc... » furent remplacés par « y compris les bénéfices résultant du travail personnel des associés dans les sociétés civiles ou commerciales possédant une personnalité juridique distincte de celle des associés ».

La suppression des mots « à l'exception des bénéfices des sociétés... » s'explique parfaitement par la pensée que le système que nous venons de rappeler ; admis par tous, ne devait pas être affirmé, et l'adjonction par l'utilité de préciser la situation des associés dans les sociétés au regard du travail personnel fourni par ceux-ci.

La question qui est donc posée aujourd'hui est celle de savoir s'il y a lieu de revenir sur le système adopté, et de frapper deux fois les revenus fournis par les sociétés par actions, sauf à admettre certaines modalités dans l'application de la taxe.

Dans ce nouveau système les sociétés par actions seraient soumises à la taxe professionnelle, c'est-à-dire que tous les bénéfices réalisés à l'aide des capitaux qui leur sont confiés et de l'activité des mandataires des associés, seraient frappés de la taxe progressive, établie par l'article 55 et applicable par tranches de 5,000 francs et moins.

La partie de ces produits de l'activité professionnelle qui serait ensuite distribuée aux actionnaires, serait frappée de la taxe mobilière de 10 p. c., mais avec l'atténuation que le montant de la taxe mobilière professionnelle serait déduit de la taxe professionnelle.

C'est en réalité établir deux taxes successives sur les mêmes produits.

L'exposé des motifs invoque que ce système est plus conforme à l'équité et qu'« il serait illogique d'imposer une société par actions moins fortement que le particulier ou la société en nom collectif qui exploiteraient des entreprises similaires dans des conditions identiques au point de vue capital et bénéfices ».

Il méconnaît la différence entre les sociétés de capitaux et les sociétés de personnes et les particuliers.

En ce qui concerne les premières, soumises au régime de la publicité, devant fournir leurs bilans et payer tôt ou tard la taxe sur les bénéfices, la loi a admis un régime différent : l'impôt sur le bénéfice distribué. Mais elle a établi en même temps un taux d'imposition plus élevé. Lorsque la législation antérieure a renoncé à frapper les amortissements et les réserves, le pour cent de la taxe a été relevé, à titre de rançon fiscale.

Pour assimiler les sociétés par actions aux particuliers, aux sociétés en nom collectif, il faudrait logiquement les atteindre comme celles-ci par la seule taxe professionnelle et supprimer la taxe mobilière sur les revenus.

L'innovation proposée est de nature — l'exposé des motifs le reconnaît — à faire renaître les conflits qui ont surgi antérieurement entre le fisc et les sociétés quant aux amortissements prétendument exagérés et aux réserves déguisées. La situation a été jugée intolérable. On a estimé indispensable d'y mettre terme. Faut-il la rétablir parce qu'elle subsiste encore vis-à-vis des particuliers?

En dernière analyse, le texte nouveau peut se traduire en cette proposition, que désormais l'impôt portera sur les sommes portées aux réserves, appliquées à des amortissements jugés exagérés par le fisc aux primes d'émissions, et que si une société réalise des bénéfices au cours d'un exercice, alors que ses bilans antérieurs constataient des pertes, elle devra néanmoins acquitter la taxe sur les sommes qui amortissent ces pertes.

Ce nouveau système n'a pas été adopté par la Section centrale.

ART. 14 ET 15 DU PROJET; 54 ET 59 DE LA LOI GÉNÉRALE.

Les textes proposés peuvent encore se concilier avec le système de la perception par voie de retenue auquel la Section centrale a maintenu ses préférences. Mais leur adoption n'est plus indispensable.

Il est à observer, toutefois, que l'on ne peut exiger d'un contribuable l'intérêt légal d'une dette qui n'est pas encore déterminée si les taxes non perçues par retenue peuvent être exigibles par trimestre ; le défaut de paiement n'existe qu'à partir de la réception d'un avertissement extrait du rôle.

Le second alinéa de l'article 59, § 1 actuel devrait en tous cas être maintenu.

ART. 16 DU PROJET; ART. 63 DE LA LOI GÉNÉRALE.

La loi d'octobre 1919 repose sur le principe de la déclaration contrôlée. C'est le principe de la loi française. Il est énoncé dans les articles 53 et 55 de la loi. M. le Ministre des Finances a déclaré au Sénat que la loi prend la

déclaration comme base de la perception. « Ce ne serait que si des raisons sérieuses font croire au manque de sincérité absolue ou à l'inexactitude de cette déclaration, qu'on recourrait à des mesures de contrôle ». (*Ann. parl.*, Sénat, séance du 22 octobre 1919, p. 941.)

Le texte nouveau modifie ce système en réclamant un contrôle préalable.

Pour le justifier, l'exposé des motifs invoque la possibilité d'un abus auquel pourrait se livrer l'administration : « Cette restriction pourrait inciter les » fonctionnaires locaux à surtaxer les intéressés pour provoquer des litiges et » obtenir ainsi les renseignements nécessaires à l'établissement régulier » des impôts. »

Si des fonctionnaires se permettaient d'user de semblables pratiques, il suffirait d'un rappel de l'administration pour les amener à se conformer à la volonté du législateur.

Il ne peut y avoir matière à surtaxes ni à contestations fiscales avant fixation des cotisations.

Le motif invoqué par le fisc n'est pas de nature à amener l'introduction dans la loi d'une disposition que la Chambre a déjà repoussé.

Elle a entendu fournir à l'administration les plus larges moyens pour atteindre la fraude, pour reviser les déclarations inexactes.

« Le projet de loi, disait à cet égard le rapport de la Section centrale (*Doc. parl.*, 1919, n° 320, § n° 128 et 129), laisse le champ ouvert à tous les moyens d'investigation et de preuve — le serment excepté... Elle ne voit aucun inconvénient à ce que toute personne capable d'éclairer le fisc, et d'empêcher une œuvre de fraude soit appelée à prêter son secours — mais dans des cas particuliers.

» On ne pourrait admettre que l'administration fût autorisée à réclamer, par voie de mesure générale, et alors qu'il n'existe aucun litige, communication de la liste de tous les carnets d'épargne, indication du solde de tous les comptes de banque, de tous les dépôts de titres. Ce serait une inquisition qui rendrait la loi odieuse et partant inapplicable. Mais autre chose est de réclamer cette communication dans des cas déterminés, lorsque l'administration a des raisons de croire qu'un redevable élude les droits. Cette seule menace pourra d'ailleurs suffire dans la plupart des cas.

» Il y a lieu de fournir au fisc les moyens de prouver les déclarations fausses ou incomplètes. A cet égard, il se conçoit qu'il soit autorisé à s'adresser et avoir recours, dans des cas déterminés, à l'avis d'organismes professionnels, mais il ne semble pas qu'on puisse les transformer en organismes de taxation. »

La Commission a donc repoussé la modification proposée.

La seconde modification à l'article 63 vise la production des bordereaux. Cette proposition a été adoptée par 4 voix contre 3, pour les raisons que le Gouvernement a invoquées dans l'exposé des motifs.

Il a été exposé à l'encontre de cette proposition que, ainsi que l'exposé des motifs le constate, cette obligation de produire les bordereaux votée en unanime première lecture « fut abandonnée au second vote pour obtenir l'adhésion de la Chambre au système de la déclaration ».

Convient-il, ont demandé les opposants, de revenir sur cette transaction qui a entraîné le vote de nombreux membres, alors que la loi, n'étant pas encore entrée en effective application, il ne peut être encore constaté si — contrairement à ce qu'ils pensent et à ce que le Gouvernement avait admis — la non-production des bordereaux favorisera la fraude, et fera retomber le fardeau de l'impôt sur les personnes de bonne foi.

La communication des bordereaux entraîne le bordereau obligatoire avec toutes ses conséquences. Il n'est pas exigé en France, sans que cependant la preuve de fraudes de ce chef ait été fournie.

ARTICLE 17 DU PROJET; 83 DE LA LOI GÉNÉRALE.

Le projet de loi substitue une attribution forfaitaire de un franc par habitant, au cinquième du produit attribué aux communes sur les revenus des capitaux mobiliers et la taxe professionnelle.

La Section centrale s'est, en principe, déclarée favorable à cette réforme à raison de ce qu'elle paraît de nature à davantage proportionner les attributions aux charges locales.

Elle a cru, toutefois, que la décision définitive à adopter devait être subordonnée à de plus amples renseignements, qui seront sans doute fournis au cours de la discussion, sur les conséquences probables de ce nouveau mode de règlement.

Sous le bénéfice des observations, et amendements ci-dessus, la section vous propose, à l'unanimité l'adoption.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



ANNEXE I.

Tableau

indiquant le montant des cotisations à la TAXE PROFESSIONNELLE et à la SUPERTAXE dont serait redevable, dans une localité de moins de 3,000 habitants, un EMPLOYÉ ou un OUVRIER

- a) célibataire;
 b) marié sans enfant;
 c) » avec un enfant de moins de 8 ans;
 d) » avec un enfant de moins de 8 ans et un enfant de plus de 8 ans.

TRAITEMENT ou SALAIRE.	D'après le système de la loi du 29 octobre 1919.			D'après le système du projet modifiant la législation.			Observations.
	Taxe profession- nelle.	Supertaxe. (1)	Total.	Taxe profession- nelle.	Supertaxe. (1)	Total.	
3,000	a 30	»	30 »	14 »	3 »	17 »	(1) Pour fixer le revenu imposable à la supertaxe, il a été fait déduction du mini- mum d'existence, ain- si que du montant de la taxe profession- nelle; la supertaxe a, en outre, été diminuée de 5 % par personne à charge.
	b 30	»	30 »	6 50	1 50	8 »	
	c 30	»	30 »	3 20	»	3 20	
	d 30	»	30 »	»	»	»	
4,000	a 55	9 50	64 50	30 50	7 50	38 »	
	b 55	6 »	61 »	23 »	5 50	28 50	
	c 55	3 »	58 »	20 »	4 50	24 50	
	d 55	»	55 »	12 50	2 50	15 »	
5,000	a 80	19 »	99 »	47 »	11 50	58 50	
	b 80	15 »	95 »	40 »	9 »	49 »	
	c 80	11 50	91 50	36 »	8 »	44 »	
	d 80	8 50	88 50	29 »	6 »	35 »	
6,000	a 105	29 »	134 »	65 »	15 50	80 50	
	b 105	24 50	129 50	56 50	13 »	69 50	
	c 105	20 50	125 50	53 »	11 50	64 50	
	d 105	17 »	122 »	46 »	9 50	55 50	
7,000	a 135	38 50	173 50	85 50	19 50	105 »	
	b 135	33 50	168 50	76 50	17 »	93 50	
	c 135	29 »	164 »	72 »	15 50	87 50	
	d 135	25 »	160 »	63 »	13 »	76 »	
8,000	a 165	48 »	213 »	106 50	23 50	130 »	
	b 165	43 »	208 »	97 50	20 50	118 »	
	c 165	38 »	203 »	93 »	19 »	112 »	
	d 165	33 »	198 »	84 »	16 50	100 50	

ANNEXE II.

Tableau

indiquant le montant des cotisations à la TAXE PROFESSIONNELLE et à la SUPERTAXE dont serait redevable, dans une localité de 15,000 à 20,000 habitants, un EMPLOYÉ ou un OUVRIER

- a) Célibataire;
 b) Marié sans enfants;
 c) » avec un enfant de moins de 8 ans;
 d) » avec un enfant de moins de 8 ans et un de plus de 8 ans.

TRAITEMENT ou SALAIRE		D'après le système de la loi du 29 octobre 1919.			D'après le système du projet modifiant la législation.			Observations.
		Taxe profession- nelle.	Supertaxe. (1)	Total.	Taxe profession- nelle.	Supertaxe. (1)	Total.	
3,000	a	30	—	30 »	2 »	—	2 »	(1) Pour fixer le revenu imposable à la supertaxe, il a été fait déduction du mini- mum d'existence ainsi que du montant de la taxe professionnelle; la supertaxe a, en ou- tre, été diminuée de 5 p. c. par personne à charge.
	b	30	—	30 »	—	—	—	
	c	30	—	30 »	—	—	—	
	d	30	—	30 »	—	—	—	
4,000	a	55	—	55 »	18,50	4,50	23 »	
	b	55	—	55 »	9 »	2 »	11 »	
	c	55	—	55 »	4 »	1 »	5 »	
	d	55	—	55 »	—	—	—	
5,000	a	80	4,20	84,20	35 »	8,50	43,50	
	b	80	—	80 »	25,50	6 »	31,50	
	c	80	—	80 »	20,50	4,50	25 »	
	d	80	—	80 »	11 »	2 »	13 »	
6,000	a	105	14 »	119 »	52 »	13 »	65 »	
	b	105	9 »	114 »	42 »	10 »	52 »	
	c	105	4,50	109,50	37,50	8 »	45,50	
	d	105	—	105 »	28 »	6 »	34 »	
7,000	a	135	23,50	158,50	71 »	17 »	88 »	
	b	135	18 »	153 »	59 »	13 »	72 »	
	c	135	13 »	148 »	54 »	12 »	66 »	
	d	135	8,50	143,50	44,50	9 »	53,50	
8,000	a	165	33 »	198 »	91,50	20,50	112 »	
	b	165	27,50	192,50	79,50	17,50	97 »	
	c	165	22 »	187 »	73,50	15,50	89 »	
	d	165	16,50	181,50	61,50	12,50	74 »	

ANNEXE III.

Tableau

indiquant le montant des cotisations à la TAXE PROFESSIONNELLE et à la SUPERTAXE dont serait redevable, dans une agglomération de plus de 100,000 habitants sous le régime de 1919 et de 60,000 habitants et plus sous le nouveau régime, UN EMPLOYÉ OU UN OUVRIER

- a) célibataire;
 b) marié sans enfant;
 c) » avec un enfant de moins 8 ans;
 d) » avec un enfant de moins de 8 ans et un enfant de plus de 8 ans.

TRAITEMENT ou SALAIRE.	D'après le système de la loi du 29 octobre 1919.			D'après le système du projet modifiant la législation.			Observations.
	Taxe profession- nelle.	Supertaxe. (1).	Total.	Taxe profession- nelle.	Supertaxe. (1).	Total.	
3,000	a	30	—	30 »	—	—	(1) Pour fixer le revenu passible de la supertaxe, il a été fait déduction du mini- mum d'existence ainsi que du montant de la taxe professionnelle; la supertaxe a, en outre, été diminuée de 5 p. c. par per- sonne à charge.
	b	30	—	30 »	—	—	
	c	30	—	30 »	—	—	
	d	30	—	30 »	—	—	
4,000	a	55	—	55 »	6 60	1 60	
	b	55	—	55 »	—	—	
	c	55	—	55 »	—	—	
	d	55	—	55 »	—	—	
5,000	a	80	—	80 »	23 20	5 70	
	b	80	—	80 »	11 30	2 60	
	c	80	—	80 »	5 30	1 45	
	d	80	—	80 »	—	—	
6,000	a	105	—	105 »	40 »	9 80	
	b	105	—	105 »	28 »	6 50	
	c	105	—	105 »	22 »	4 85	
	d	105	—	105 »	10 »	2 10	
7,000	a	135	8,65	143 65	56 60	13 80	
	b	135	2,50	137 50	44 60	10 40	
	c	135	—	135 »	38 60	8 50	
	d	135	—	135 »	26 60	5 50	
8,000	a	165	18,35	183 35	76 50	17 90	
	b	165	11,70	176 70	61 60	14 25	
	c	165	5,70	170 70	55 30	12 20	
	d	165	—	165 »	43 30	9 »	

(14)

(15) A

LOI DU 29 OCTOBRE 1919

(WET VAN 29 OCTOBER 1919)

PROJET DE LOI

(WETSONTWERP)

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION

(AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD)

(15) B

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Comme ci-contre.

Zoals hiernaevens.

La loi du 29 octobre 1919, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global, est modifiée par les dispositions suivantes :

De wet van 29 October 1919, houdende vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen, wordt door de volgende bepalingen gewijzigd :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EEN

Il est établi, en remplacement de la contribution foncière, de la contribution personnelle sur la valeur locative, les portes et fenêtres et le mobilier, du droit de patente et de la taxe sur les revenus et profits réels :

- 1° Des impôts cédulaires sur les revenus de toutes catégories;
- 2° Un impôt complémentaire sur l'ensemble des revenus de chaque contribuable.

Ter vervanging van de grondbelasting van de personeele belasting op de huurwaarde, de deuren en vensters en de meubelen, van het patentrecht en van de belasting op de werkelijke inkomsten en winsten worden ingevoerd :

- 1° Cedulaire belastingen op de inkomsten van allen aard;
- 2° Eene bijkomende belasting op de gezamenlijke inkomsten van elken belastingplichtige.

ART. 2.

ART. 2.

Sont assujettis à l'impôt :

- 1° Les revenus de tous les biens immobiliers ou mobiliers, produits ou recueillis en Belgique, alors même que le bénéficiaire n'y aurait pas son domicile ou sa résidence;

- 2° Les revenus des personnes domiciliées ou résidant en Belgique alors même que les revenus seraient produits ou recueillis à l'étranger.

Zijn belastbaar :

- 1° De inkomsten van al de onroerende of roerende goederen in België gewonnen 'of verkregen, zelfs wanneer de rechthebbende er zijne woonplaats of zijn verblijf niet hebben mocht;

- 2° De inkomsten van de personen die huine woonplaats of hun verblijf in België hebben, zelfs wanneer de inkomsten in het buitenland mochten gewonnen of verkregen zijn.

Projet de loi.

TITRE 1^{er}.DES IMPÔTS CÉDULAIRES
SUR LES REVENUS.

CHAPITRE PREMIER.

Bases de l'impôt.

§ 1^{er}. — Classification des revenus.

ART. 3.

Les revenus imposables sont répartis en trois catégories :

1° Revenus des propriétés foncières bâties et non bâties;

2° Revenus des capitaux mobiliers;

3° Revenus professionnels.

§ 2. — De l'impôt sur les revenus des propriétés foncières ou contribution foncière.

ART. 4.

§ 1^{er}. La contribution foncière est assise sur le revenu cadastral de toutes les propriétés foncières bâties ou non bâties.

§ 2. Sont seules exceptées, les propriétés qui :

1° Ont le caractère de domaines nationaux;

2° Sont improductives par elles-mêmes;

3° Sont affectées à un service public ou d'utilité générale.

L'exemption est subordonnée à la réunion de ces trois conditions.

ART. 5.

§ 1^{er}. Le revenu cadastral est le

Wetsontwerp.

EERSTE TITEL.

CEDULAIRE BELASTINGEN OF DE
INKOMSTEN

EERSTE HOOFDSTUK.

Grondslagen van de belasting.

§ 1. — Indeling van de inkomsten.

ART. 3.

De belastbare inkomsten worden ingedeeld in drie klassen :

1° Inkomsten van de gebouwde en ongebouwde grondeigendommen;

2° Inkomsten van de roerende kapitalen;

3° Bedrijfsinkomsten.

§ 2. — Belasting op de inkomsten van de grondeigendommen of grondbelasting.

ART. 4.

§ 1. De grondbelasting is gevestigd op het kadastraal inkomen van al de gebouwde of ongebouwde grondeigendommen.

§ 2. Zijn vrijgesteld alleen de eigendommen die :

1° Den aard van nationale domeingooderen hebben;

2° Op zich zelf niets opbrengen;

3° Voor een openbaren dienst of voor een dienst van algemeen nut worden gebruikt.

De vrijstelling is van deze drie vereischten te zamen afhankelijk gemaakt.

ART. 5.

§ 1. Het kadastraal inkomen is het

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 19 oktober 1919.

revenu net annuel, réel ou présumé, à l'époque de l'imposition.

En ce qui concerne les propriétés bâties, le revenu net est calculé après déduction d'un sixième du revenu annuel pour les frais d'entretien et de réparations.

§ 2. Le revenu réel est celui qui résulte de baux, quittances de loyer ou actes de vente, reconnus normaux.

Les charges foncières supportées par le fermier ou le locataire sont ajoutées au fermage ou loyer fixé par les baux; sont, au contraire, déduites de ce revenu les impositions personnelles du fermier ou locataire mises à la charge du propriétaire.

§ 3. Le contrat de concession de droits immobiliers est assimilé au bail.

§ 4. Le revenu présumé des propriétés non louées ou louées anormalement est déterminé en égard au revenu réel des immeubles de même nature et d'un rendement analogue; au besoin, il est tenu compte de la valeur vénale et du taux moyen de l'intérêt dans la commune.

ART. 6.

Chaque année, les revenus cadastraux peuvent être révisés à l'initiative de l'administration des contributions ou la demande des contribuables intéressés, pour autant que

werkelijk of vermoedelijk jaarlijksch zuiver inkomen op het tijdstip van den aanslag.

Wat betreft de gebouwde eigendommen wordt het zuiver inkomen berekend na aftrek van een zesde van het jaarlijksch inkomen wegens onderhouds- en herstellingskosten.

§ 2. Het werkelijk inkomen is het inkomen dat blijkt uit huurovereenkomsten, huurkwijtbrieven of akten van verkoop, welke normaal zijn bevonden.

De grondlasten, door den pachter of huurder gedragen, worden gevoegd bij de land- of huishuur bepaald door de huurovereenkomsten: van dit inkomen worden integendeel afgetrokken, de persoonlijke lasten van den pachter of van den huurder, die ten laste van den eigenaar zijn gelegd.

§ 3. Het contract van concessie van onroerende rechten wordt met de huurovereenkomst gelijkgesteld.

§ 4. Het vermoedelijk inkomen van de niet verhuurde of abnormaal verhuurde eigendommen wordt bepaald naar het werkelijk inkomen der onroerende goederen van gelijken aard en gelijke opbrengst; de verkoopwaarde en het gemiddeld bedrag van den interest in de gemeente komen, zoo noodig, in aanmerking.

ART. 6.

Elk jaar kan het kadastraal inkomen op initiatief van het beheer der belastingen of op verzoek van de betrokken belastingplichtigen herzien worden, in zoover dit inkomen

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

ces revenus soient susceptibles d'une augmentation ou d'une diminution d'un dixième au moins par parcelle.

ART. 7.

Les constructions nouvelles ou reconstructions sont imposables à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet qui suit leur occupation.

La même règle est applicable aux maisons et bâtiments renouvelés ou agrandis au moyen de constructions ou d'installations nouvelles.

ART. 8.

Les propriétés non bâties, transformées ou améliorées, sont imposables, en raison de leur nouveau revenu, à partir de l'année qui suit celle du changement.

ART. 9.

Dans les cas prévus par les articles 7 et 8, le propriétaire est tenu de déclarer, aux fins de révision, les changements dans les trois mois, au au receveur des contributions du ressort.

ART. 10.

Un arrêté royal détermine les règles à suivre pour la tenue au courant et la conservation des documents du cadastre, ainsi que pour l'évaluation des revenus cadastraux.

ART. 11.

§ 1^{er}. La contribution foncière est due par le propriétaire, possesseur,

Wet van 29 October 1919.

met ten minste een tiende per perceel verhoogd of verminderd kan worden.

ART. 7.

De nieuwe gebouwen of de wederopgerichte gebouwen zijn belastbaar vanaf den 1^{en} Januari of 1^{en} Juli volgende op hunne ingebruikneming.

Dezelfde regel is van toepassing op de huizen en gebouwen, die door middel van nieuwe gebouwen, of inrichtingen vernieuwd of vergroot werden.

ART. 8.

De veranderde of verbeterde ongebouwde eigendommen zijn, op grond van hun nieuw inkomen, belastbaar vanaf het jaar volgende op dit van de verandering.

ART. 9.

In de gevallen voorzien bij de artikelen 7 en 8 is de eigenaar gehouden, aan den ontvanger der belastingen van het gebied, binnen drie maanden, aangifte te doen van de veranderingen om tot de herziening te kunnen overgaan.

ART. 10.

Een koninklijk besluit bepaalt welke regelen dienen te worden in acht genomen voor het bijhouden en het bewaren der stukken van het kadaster, alsmede voor het schatten van het kadastraal inkomen.

ART. 11.

§ 1. De grondbelasting is verschuldigd door den eigenaar, bezitter,

Projet de loi.

Wetsvoorstel.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld

Loi du 29 octobre 1914.

Wet van 29 October 1919

emphyteote, superficiare ou usu-fruiter des biens imposables.

Celui-ci est redevable de l'augmentation d'impôt résultant de la présente loi, nonobstant toute clause contraire antérieure.

§ 2. Jusqu'à la mutation d'une propriété dans les documents cadastraux, l'ancien propriétaire ou ses héritiers, à moins qu'ils ne fournissent la preuve du changement de titulaire des biens imposables, sont responsables du paiement de la contribution, sauf leur recours contre le nouveau propriétaire.

ART. 12.

A la demande du redevable, la contribution peut être répartie entre les fermiers ou locataires moyennant une rétribution de 80 centimes par avertissement remis à chacun des intéressés.

ART. 13.

§ 1^{er}. Remise ou modération de la contribution foncière peut être accordée au prorata de la différence entre le revenu cadastral des immeubles et leur revenu effectif réalisé pendant l'année de l'imposition, pour autant que cette différence atteigne au moins 10 p. c. du revenu cadastral.

§ 2. Un dégrèvement peut aussi être accordé, à due concurrence, quand les frais d'entretien et de réparations excèdent, pour une période décennale, la quotité fixée à l'article 3 § 1^{er}.

erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van de belastbare goederen.

Deze is de verhooging van belasting, voortvloeiende uit deze wet, verschuldigd, niettegenstaande elk vroeger tegenstrijdig beding.

§ 2. Zoolang de overgang van één eigendom in de stukken van het kadaster niet is geschied, zijn de vroegere eigenaar of zijne erfgenamen, tenzijze bewijzen dat de belastbare goederen op een anderen eigenaar zijn overgegaan, aansprakelijk voor de betaling der belasting, behoudens hun verhaal op den nieuwen eigenaar.

ART. 12.

Op verzoek van de belastingplichtige kan de belasting onder de pachters of huurders verdeeld worden mits betaling van 80 centiemen voor elke waarschuwing, aan iederen belanghebbende gezonden.

ART. 13.

§ 1. Kwijtschelding of vermindering van de grondbelasting kan worden verleend naar verhouding van het verschil tusschen het kadastraal inkomen der onroerende goederen en hun werkelijk inkomen verkregen gedurende het belastingjaar, in zoover dit verschil ten minste 10 i. h. van het kadastraal inkomen bereikt.

§ 2. Eene ontheffing kan ook, tot het vereischte bedrag, worden verleend, wanneer de onderhouds en herstellingskosten het bij artikel 3, § 1; bepaald bedrag voor een tienarig tijdperk overschrijden.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

§ 2. — De l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ou taxe mobilière.

ART. 14.

L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'applique aux dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits de capitaux engagés, à quelque titre que ce soit et constituant :

1° Revenus d'actions ou parts quelconques, d'obligations ou autres créances de prêts à charge des sociétés par actions, civiles ou commerciales, ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif ;

2° Revenus de titres émis par l'État, les provinces, les communes et autres organismes ou établissements publics, sauf les exemptions concernant les coupons prévues par des dispositions légales particulières ;

3° Revenus : a) de tous capitaux investis dans toutes affaires commerciales, industrielles ou agricoles, exploitées autrement que par les sociétés visées au 1° ci-dessus ;

b) De toutes créances et prêts, à charge de personnes physiques et des sociétés autres que par actions, résidant ou domiciliés en Belgique ;

c) Des sommes d'argent déposées en Belgique soit dans des établissements de banque, de change, de crédit, de consignation ou d'épargne,

Wet van 29 October 1919. —

§ 2. — Belasting op het inkomen van roerend kapitaal of belasting op roerende zaken.

ART. 14.

De belasting op het inkomen van roerend kapitaal is van toepassing op de dividenden, interesten, renten en alle andere opbrengsten van aangewende kapitalen, uit welchen hoofde ook en zijnde :

1° Inkomsten van aandeelen of deelen hoe ook genaamd, van obligatiën of andere schuldvorderingen wegens geldleeningen ten laste van de burgerlijke of handelsvennootschappen op aandeelen, waarvan de maatschappelijke zetel of de voornaamste bestuursinrichting in België gevestigd is ;

2° Inkomsten van titels uitgegeven door den Staat, de provinciën, de gemeenten en andere openbare inrichtingen of instellingen, behalve de vrijstellingen betreffende de coupons voorzien door bijzondere wetsbepalingen ;

3° Inkomsten : a) van alle kapitalen aangewend in alle handels-, nijverheids- of landbouwzaken die anders dan door de bij n° 1° hierboven bedoelde vennootschappen worden gedreven ;

b) Van alle schuldvorderingen en leeningen, ten laste der natuurlijke personen en der vennootschappen andere dan op aandeelen hebbende hun verblijf of hunne woonplaats in België ;

c) Van geldsommen, in België in bewaring gegeven hetzij in bankwissel, crediet-, consignatie- of spaarinstellingen, hetzij bij ban-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919

soit chez des banquiers, notaires, agents d'affaires ou autres dépositaires ;

4° Revenus de rentes et valeurs mobilières étrangères, de créances sur l'étranger ou de sommes d'argent déposées à l'étranger, attribués à des personnes physiques ou morales résidant ou domiciliées dans le pays.

L'impôt s'applique également aux produits de la location, de l'affermage, de l'usage et de la concession de tous biens mobiliers.

Il s'applique aussi aux revenus des biens immobiliers situés à l'étranger.

ART. 15.

§ 1^{er}. Les revenus des actions ou des parts y assimilées, visés au 1^{er} de l'article 14, comprennent : a) les dividendes, intérêts, parts d'intérêts ou de fondateur et tous autres profits attribués à quelque titre et sous quelque forme que ce soit ; b) les remboursements totaux ou partiels du capital social, opérés en cas de bénéfices.

§ 2. En cas de partage de l'avoir social, par suite de liquidation ou de toute autre cause, la taxe est basée sur l'ensemble des sommes réparties en espèces, en titres ou autrement, déduction faite du capital social réellement libéré restant à rembourser et de toutes sommes qui ont déjà été soumises à l'impôt.

Wet van 19 October 1919.

kiers, notarissen, zaakwaarnemers of andere bewaarnemers ;

4° Inkomsten van vreemde renten en roerende waarden, van schuldvorderingen op het buitenland of vangeldsommen in bewaring gegeven in het buitenland, toegekend aan natuurlijke of zedelijke personen hebbende hun verblijf of hunne woonplaats in het Rijk.

De belasting is eveneens van toepassing op de opbrengsten van verhuring, van verpachting, van gebruik en van concessie van alle roerende goederen.

Zij is ook van toepassing op de inkomsten van de onroerende goederen gelegen in het buitenland.

ART. 15.

§ 1. In de bij n° 1° van artikel 14 bedoelde inkomsten der aandelen of der daarmee gelijkgestelde deelen zijn begrepen : a) de dividenden, interesten, interest- of oprichtersaandelen en andere baten, uitgekeerd uit welken hoofde en op welke wijze ook ; b) de volle of gedeeltelijke terugbetalingen van het maatschappelijk kapitaal, in geval van winsten uitgekeerd.

§ 2. Wordt, ten gevolge van vereffening of om eenige andere reden, overgegaan tot de verdeeling van het maatschappelijk vermogen, dan wordt de belasting geheven van het geheel bedrag der sommen, uitgekeerd in specie, in titels of anderszins, na afrek van het werkelijk volgestort maatschappelijk kapitaal dat nog terugbetaalbaar is, en van

Projet de loi.

ART. 2.

Dans la finale du § 2 de l'article 15, sont supprimés les mots : *et de toutes sommes qui ont déjà été soumises à l'impôt.*

Wetsontwerp.

ART. 2.

In het slot van § 2 van artikel 15 vervallen de woorden : *« en van alle sommen die reeds aan de belasting werden onderworpen ».*

Amendement proposé par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1920.

alle sommen die reeds aan de belasting werden onderworpen.

ART. 16.

Les revenus des obligations et des autres créances dans les sociétés par actions visées à l'article 14 sont les intérêts, primes ou lots attribués aux porteurs d'obligations, bons de caisse, reconnaissances ou certificats et de tous autres titres constitutifs d'emprunts, quelle qu'en soit la durée.

ART. 17.

Les revenus des titres visés au 2° de l'article 14 comprennent des intérêts, arrérages, primes ou lots et tous autres produits des certificats d'emprunts, d'annuités ou de rente, nominatifs ou au porteur, ainsi que des bons du Trésor ou tous autres titres analogues.

ART. 18.

Les revenus visés au 3° de l'article 14 sont ceux des capitaux investis et des créances de toute nature.

ART. 19.

Les revenus visés au 4° de l'article 14 sont les mêmes que ceux spécifiés : a) aux articles 15 à 18 relativement aux valeurs mobilières belges et aux créances ou dépôts en Belgique; b)

ART. 16.

De inkomsten der obligatiën en der andere schuldvorderingen in de vennootschappen op aandelen, bedoeld bij artikel 14, zijn de interesten, premiën of loten toegekend aan de houders van obligatiën, kasbons, schuldbekentenissen of bewijzen en van alle andere titels tot vestiging van leeningen, welke de duur daarvan ook zij.

ART. 17.

In de inkomsten der bij n° 2° van artikel 14 bedoelde titels zijn begrepen de interesten, renten, premiën of loten en alle andere opbrengsten van de bewijzen van leeningen, annuïteiten of rente, op naam of aan toonder, alsmede van de Schatkistbons of alle andere soortgelijke titels.

ART. 18.

De bij n° 3° van artikel 14 bedoelde inkomsten zijn die van de aangewende kapitalen en van de schuldvorderingen van allen aard.

ART. 19.

De inkomsten bedoeld bij n° 4° van artikel 14 zijn dezelfde als die vermeld : a) in de artikelen 15 tot 18 betreffende de Belgische roerende waarden en de schuld-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

ART. 2.

Comme ci-contre.

Zoals hiernaevens.

Loi du 29 octobre 1919.

à l'article 3, pour les biens immobiliers situés à l'étranger.

Le montant des revenus fixés en monnaie étrangère ou payable sur une place étrangère, est converti en francs au cours du change au moment de leur paiement.

Art. 20.

§ 1^{er}. Sont tenus de payer la taxe :

1° Les sociétés visées au 1^o de l'article 14 ;

2° Les établissements et organismes publics mentionnés au 2^o de l'article 14 ;

3° Les sociétés, établissements, banquiers, notaires, agents de change, receveurs de rentes, gérants d'affaires et autres qui paient les revenus spécifiés aux 3^o et 4^o de l'article 14 ou qui en sont débiteurs ;

4° Les bénéficiaires : a) des revenus des capitaux investis dans leurs affaires personnelles ; b) des revenus visés aux 3^o et 4^o de l'article 14 si ceux qui les payent ou en sont débiteurs ne sont pas établis en Belgique.

§ 2. Les sociétés, établissements, personnes, etc., indiqués au présent article ont le droit de retenir sur les revenus imposables les taxes y afférentes et ce nonobstant toute opposition des bénéficiaires, quelle que soit la nationalité de ceux-ci.

Wet van 19 October 1919

vorderingen of in bewaring gegeven sommen in België; b) in artikel 3 voor de onroerende goederen gelegen in het buitenland.

Het bedrag der inkomsten, bepaald in vreemd geld of betaalbaar op eene buitenlandsche plaats, wordt in franken omgezet naar den wisselkoers bij hunne betaling.

Art. 20

§ 1. Zijn tot betaling der belasting gehouden :

1° De vennootschappen bedoeld bij n° 1^o van artikel 14 ;

2° De openbare instellingen en inrichtingen vermeld in n° 2^o van artikel 14 ;

3° De vennootschappen, instellingen, bankiers, notarissen, wisselagenten, rentmeesters, zaakvoerders en andere personen, die de inkomsten, omschreven in de n° 3^o en 4^o van artikel 14, betalen of verschuldigd zijn ;

4° De rechthebbenden : a) op de inkomsten der kapitalen aangewend in hunne persoonlijke zaken ; b) op de inkomsten bedoeld bij de n° 3^o en 4^o van artikel 14, indien zij, die ze betalen of verschuldigd zijn, niet in België zijn gevestigd.

§ 2. De vennootschappen, instellingen, personen, enz., in dit artikel vermeld, zijn gerechtigd om van de belastbare inkomsten de belastingen af te trekken, waaraan deze onderworpen zijn, en wel niettegenstaande elk verzet van de rechthebbenden, tot welke nationaliteit dezen ook behooren.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie

voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

ART. 21.

§ 1^{er}. La taxe sur les revenus des actions est établie sur les éléments afférents à l'exercice social révolu; elle est rattachée aux recettes de l'année de clôture de cet exercice.

§ 2. La déduction de la taxe sur les autres revenus est subordonnée à leur paiement.

ART. 22.

Le propriétaire, l'usufruitier, l'emphytéote ou le superficiaire d'immeubles hypothéqués sont exonérés de ces taxes sur les revenus immobiliers de ces immeubles à concurrence de la taxe mobilière perçue sur les intérêts des prêts garantis par ces hypothèques.

ART. 23.

Il est interdit à toute personne quelconque et spécialement à celles visées à l'article 20, § 1^{er}, 3^e, de recueillir, acquitter, encaisser, payer ou acheter des coupons payables à l'étranger, ou des titres ou instruments de recouvrements quelconques à l'étranger sans opérer immédiatement la retenue de la taxe, à moins qu'il ne leur soit justifié que la retenue a déjà été effectuée en Belgique par un précédent intermédiaire.

ART. 24.

Le gouvernement est autorisé à prendre, par arrêté royal, des me-

Wet van 29 October 1919.

ART. 21

§ 1. De belasting op de inkomsten der aandelen wordt vastgesteld naar de gegevens betreffende het verlopen maatschappelijk boekjaar; zij wordt onder de ontvangsten van het jaar der afsluiting van dit boekjaar opgenomen.

§ 2. De belasting op de andere inkomsten is alleen dan verschuldigd wanneer deze worden betaald.

ART. 22

De eigenaar, de vruchtgebruiker, de erfpachter of de opstalhouder van met hypotheek bezwaarde onroerende goederen zijn van de belasting op de onroerende inkomsten dier goederen vrijgesteld ten bedrage van de belasting op roerende zaken, geheven op de interesten der leeningen door die hypotheeken gewaarborgd.

ART. 23

Aan elken persoon en, inzonderheid, aan de personen bedoeld bij artikel 20, § 1, 3^e, is het verboden, coupons, betaalbaar in het buitenland in te zamelen, te voldoen, te innen, te betalen of aan te koopen zonder de belasting dadelijk af te houden, tenzij hun bewezen wordt dat de afhouding in België reeds gedaan werd door een vorig tuschenpersoon.

ART. 24.

De regering wordt gemachtigd om, bij koninklijk besluit, bijzondere maat-

Projet de loi.

Wetontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 Octobre 1919.

sures spéciales pour assurer le paiement de la taxe sur les revenus des valeurs étrangères, des créances sur l'étranger ou des sommes d'argent déposées à l'étranger.

§ 4. — De l'impôt sur les revenus professionnels ou taxe professionnelle.

ART. 23.

La taxe professionnelle atteint tous les revenus désignés ci-après :

1^o Les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles quelconques, y compris les bénéfices résultant du travail personnel des associés dans les sociétés civiles ou commerciales, possédant une personnalité juridique distincte de celle des associés;

2^o Les rémunérations diverses des fonctionnaires et employés publics ou privés, ainsi que tous salaires; les pensions et rentes viagères, à l'exception des pensions alimentaires;

3^o Les profits, quelle que soit leur dénomination, des professions libérales, charges ou offices et de toutes occupations lucratives, non visées aux 1^o et 2^o du présent article.

Toutefois, un acte d'exemption, renouvelable annuellement, sera délivré par l'administration à ceux qui, étant veufs ou mariés et ayant charges de famille, justifieront que leur revenu total n'excède pas 3,000 fr. par an.

Wet van 29 October 1919.

regelen te treffen ten einde de betaling te verzekeren van de belasting op de inkomsten der vreemde waarden, der schuldvorderingen op het buitenland of der geldsommen in bewaring gegeven in het buitenland.

§ 4. — Belasting op de bedrijfsinkomsten of bedrijfsbelasting.

ART. 23.

De bedrijfsbelasting telt al de nageelde inkomsten :

1^o De winsten van om 't even welke nijverheids-, handels- of landbouwbetrieben, met inbegrip van de winsten wegens den persoonlijken arbeid der deelgenooten in de burgerlijke of handelsvennootschappen, welke eene rechtspersoonlijkheid bezitten, onderscheiden van die der deelgenooten;

2^o De verscheidene wedden der openbare of private ambtenaren en bedienden, alsmede alle loonen; de pensioenen en lijfrenten, met uitzondering van de jaargelden tot onderhoud;

3^o De baten, onder welken naam ook, van de vrije beroepen, ambten of posten en van elke winstgevende betrekking, niet bedoeld bij de n^o 1^o en 2^o van dit artikel.

Eene akte van vrijstelling, welke elk jaar kan vernieuwd worden, zal echter door het beheer afgeleverd worden aan hen die, weduwnaar of gehuwd zijnde en een gezin moedende onderhouden, bewijzen dat hun geheel inkomen niet 3,000 frank per jaar overschrijdt.

Projet de loi.

—

ART. 3.

Le dernier alinéa de l'article 23 est remplacé comme il suit :

Toutefois, il est déduit des revenus professionnels de toute nature une somme égale ou proportionnelle au minimum exempté de la super-taxe en vertu des articles 41 à 43.

Wetsontwerp.

—

ART. 3.

Het laatste lid van artikel 23 wordt vervangen als volgt :

Evenwel wordt van de bedrijfsinkomsten van allen aard eene som afgetrokken gelijk of geëvenredigd aan het krachtens artikelen 41 tot 43 van de supertaxe vrijgesteld minimum.

Amendements proposés par la Commission.

—

ART. 3.

Comme ci-contre.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

—

ART. 3.

Zoals hiernaevens.

Loi du 28 octobre 1919.

ART. 26.

§ 1^{er}. Les revenus désignés à l'article 25 sont taxables sur leur montant net, soit à raison de leur montant brut diminué des seules dépenses professionnelles faites, pendant la période imposable, en vue d'acquiescer et de conserver ces revenus.

§ 2. Sont notamment considérés comme charges professionnelles :

1° La valeur locative, réelle ou présumée, des immeubles ou parties d'immeubles affectés à l'exercice de la profession et de tous frais généraux résultant de leur entretien, chauffage, éclairage, etc. ;

2° Les intérêts des capitaux empruntés à des tiers et engagés dans l'exploitation, et toutes charges, rentes ou redevances analogues relatives à celle-ci ;

3° Les traitements et les salaires des employés et des ouvriers au service de l'exploitation ;

4° Les amortissements nécessaires du matériel et des objets mobiliers servant à l'exercice de la profession pour autant que les amortissements correspondent à une dépréciation réellement survenue pendant la période imposable.

§ 3. Ne sont pas déduites des revenus professionnels les dépenses ayant un caractère personnel, telles le loyer de la partie de l'immeuble affectée à l'habitation, l'entretien du ménage de l'intéressé, les frais d'instruction, d'éducation et toutes au-

Wet van 29 October 1919.

ART. 26.

§ 1. De in artikel 25 vermelde inkomsten zijn belastbaar naar hun zuiver bedrag, hetzij op grond van hun bruto-bedrag verminderd met de bedrijfsuitgaven alleen, welke gedurende den belastbaren tijd werden gedaan om die inkomsten te verkrijgen of te behouden.

§ 2. Worden inzonderheid als bedrijfslasten aangezien :

1° De werkelijke of vermoedelijke huurwaarde der onroerende goederen of der gedeelten van onroerende goederen, dienende tot het uitoefenen van het bedrijf, en alle algemeene onkosten wegens het onderhouden, verwarren, verlichten daarvan, enz.

2° De intresten der kapitalen, aan derden ontleend en in het bedrijf aangewend, alsmede alle lasten, renten of soortgelijke uitkeeringen betreffende dit bedrijf ;

3° De wedden en loonen der bedienden en werklieden in dienst bij het bedrijf ;

4° De noodige afschrijvingen van het materieel en van de roerende voorwerpen dienende tot het uitoefenen van het bedrijf, in zoover de afschrijvingen samenhangen met een waardevermindering, welke zich gedurende den belastbaren tijd werkelijk voordeed.

§ 3. Worden van de bedrijfsinkomsten niet afgetrokken de uitgaven van persoonlijk aard, zooals de huurprijs van het gedeelte van het onroerend goed dienende tot woning, het onderhoud van het gezin van den belanghebbende, de

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendementen voorgesteld door de Commissie.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

tres dépenses nécessitées par l'exercice de la profession.

ART. 27.

§ 1^{er}. Les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles sont ceux qui résultent de toutes les opérations traitées par leurs établissements ou à l'entremise de ceux-ci.

§ 2. Sont considérés comme bénéfices au point de vue de l'application de la taxe professionnelle :

1° La rémunération que l'exploitant s'attribue pour son travail personnel;

2° Les profits et avantages dont l'exploitant jouit en nature; §

3° Les profits de ses spéculations;

4° Les sommes affectées au remboursement total ou partiel de capitaux empruntés, à l'extension de l'entreprise ou à la plus-value de l'outillage;

5° Les réserves ou fonds de prévisions quelconques, le report à nouveau de l'année et toutes affectations analogues.

Le revenu provenant de l'exploitation agricole est considéré pour l'assiette de l'impôt comme égal au double du revenu cadastral défini à l'article 5. Néanmoins, le contribuable et l'administration pourront établir par toutes voies de droit le revenu réel.

§ 3. Aucune division des bénéfices

Wet van 19 October 1919.

kosten van onderricht, opvoeding en alle andere uitgaven, welke tot het uitoefenen van het bedrijf niet noodzakelijk zijn.

ART. 27.

§ 1. De winsten der nijverheids-, handels- of landbouwbedrijven zijn die welke voortvloeien uit al de zaken gedaan door hunne inrichtingen of door de tusschenkomst daarvan.

§ 2. Voor de toepassing van de bedrijfsbelasting worden als winsten aangezien :

1° Het loon dat de ondernemer zich wegens zijn persoonlijkken arbeid toekent;

2° De baten en voordeelen welke de ondernemer in natuur geniet;

3° De baten van zijne speculatiën;

4° De sommen gebruikt tot geheele of gedeeltelijke terugbetaling van ontleende kapitalen, tot uitbreiding van de onderneming of tot waardevermeerdering van de toerusting;

5° Om 't even welke reserves of voorzorgsfondsen, de overgebrachte sommen van het jaar op nieuwe rekening en elke soortgelijke bestemming.

Het inkomen wegens het landbouwbedrijf wordt, voor de zetting der belasting, aangezien als gelijk aan het dubbele van het kadastraal inkomen omschreven in artikel 5. Niettemin mogen de belastingplichtige en het beheer door alle rechtsmiddelen bewijzen welk het werkelijk inkomen is.

§ 3. Geen splitsing van winsten

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

provenant d'exploitations en commun n'est admise entre les membres d'une même famille, habitant ensemble, ni entre les membres d'une société, association ou communauté quelconque.

Toutefois, la rémunération des membres de la famille de l'exploitant travaillant avec lui rentre dans la catégorie des frais généraux, pour autant qu'elle n'excède pas un traitement ou salaire normal et qu'elle ait subi comme telle la taxe professionnelle.

Est également déduite la partie des revenus des capitaux investis, n'excédant pas 6 p. c. de ces capitaux et assujettie à la taxe mobilière.

§ 4. En ce qui concerne les étrangers opérant en Belgique, sont seules admises en déduction, à titre de frais généraux ou de frais d'administration, les dépenses de l'espèce faites dans leurs établissements belges.

Il est tenu au siège de ces établissements, une comptabilité spéciale des opérations visées au § 1^{er}.

ART. 23.

A défaut d'éléments probants fournis soit par les intéressés, soit par l'administration, les bénéfices imposables en vertu du n° 1 de l'article 23 sont déterminés, pour chaque redevable, en égard aux bénéfices normaux de redevables similaires et en tenant compte, suivant le cas, du capital investi, du chiffre d'affaires, du nombre des ouvriers, de la force motrice utili-

Wet van 29 October 1919.

wegens gemeenschappelijke bedrijven wordt toegelaten onder leden eener zelfde familie, te zamen wonende, noch onder de leden van eene vennootschap, vereeniging of eenige gemeenschap.

Echter behoort het loon der familieleden van den ondernemer, die met hem arbeiden, tot de algemeene kosten, in zoover het eene normale wedde of een normaal loon niet overschrijdt en als zoodanig in de bedrijfsbelasting werd aangeslagen.

Wordt insgelijks afgetrokken het gedeelte der inkomsten van de aangewende kapitalen, dat 6 t. h. van deze kapitalen niet overschrijdt en dat aan de belasting op roerende zaken wordt onderworpen.

§ 4. Wat betreft de vreemdelingen die in België zaken doen, mogen alleen afgetrokken worden, als algemeene kosten of bestuurskosten, de uitgaven van dien aard, in hunne Belgische inrichtingen gedaan.

Ten zetel van deze inrichtingen wordt bijzonder boek gehouden van de verrichtingen bedoeld bij § 1.

ART. 23.

Bij gebrek aan bewijskrachtige gegevens geleverd hetzij door de belanghebbenden, hetzij door het beheer, worden de krachten n° 1 van artikel 23 belastbare winsten, voor elken belastingplichtige, bepaald naar de normale winsten van soortgelijke belastingplichtigen en met inachtneming, volgens het geval, van het aangewende kapitaal, van

Projet de loi.

Wetontwerp.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 19 octobre 1919.

sée, de la valeur locative des terres exploitées, ainsi que de tous autres renseignements utiles.

ART. 29.

§ 1^{er}. Parmi les rémunérations spécifiées au n° 2 de l'article 28, sont compris les traitements, indemnités, émoluments, primes, gratifications et toutes autres rétributions, fixes ou variables, quelle que soit leur qualification, à l'exclusion des indemnités allouées pour dépenses professionnelles.

§ 2. Les avantages en nature sont ajoutés aux rémunérations ou salaires; ils sont comptés pour leur valeur réelle ou évalués à une moyenne forfaitaire selon le cas.

§ 3. Sont au contraire déduites des rémunérations les retenus au profit des caisses de pensions ou d'assurances.

ART. 30.

Les profits visés au n° 3 de l'article 28 sont constitués par la différence entre les recettes totales et les dépenses inhérentes à l'exercice de la profession.

Wet van 14 October 1919.

den omzet, van het aantal werklieden, van de benutigde drijfkraft, van de huurwaarde der in bedrijf genomen gronden, alsmede van alle andere nuttige inlichtingen.

ART. 29.

§ 1. Tot het loon, in n° 2 van artikel 28 omschreven, behooren de jaarwedden, vergoedingen, vergeldigen, premien, extratoelagen en elke andere bezoldiging, hetzij vaste, hetzij veranderlijke, onder welke benaming ook, met uitsluiting van de vergoedingen verleend voor bedrijfsuitgaven.

§ 2. De voordeelen in natuur worden gevoegd bij het loon of de dagloonen; zij gelden voor hunne werkelijke waarde of worden gerekend op eene naar raming te bepalen gemiddelde som, volgens het geval.

§ 3. De afhoudingen ten behoeve van de pensioen- of verzekeringskassen worden integendeel van het loon afgetrokken.

ART. 30.

De bij n° 3 van artikel 28 bedoelde winsten worden vastgesteld door van het geheel bedrag der ontvangsten de uitgaven af te trekken, die aan het uitoefenen van het bedrijf eigen zijn.

Projet de loi.

ART. 4.

Le § 3 de l'article 29 est complété par l'alinéa ci-après :

A défaut d'éléments probants, les charges professionnelles des personnes visées au n° 2 de l'article 28 sont fixées au sixième de leurs rémunérations ou salaires.

Wetsontwerp.

ART. 4.

§ 3 van artikel 29 wordt door het volgend lid aangevuld :

Bij gebrek aan bewijskrachtige gegevens worden de bedrijfslasten der bij n° 2 van artikel 28 bedoelde personen op één zesde artikel hunne bezoldigingen of loonen vastgesteld.

Amendements présentés par la Commission.

ART. 4.

Supprimer l'alinéa supplémentaire proposé par le Gouvernement.

Subsidiairement supprimer les mots : « à l'exclusion des indemnités allouées pour dépenses professionnelles », figurant in fine du § premier.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 4.

Het voorgesteld aanvullend lid te doen wegvallen.

Zoo niet, de woorden : « met uitsluiting van de vergoedingen verleend voor bedrijfsuitgaven », aan het slot van § 1, te doen wegvallen.

Loi du 29 octobre 1919.

ART. 31.

§ 1^{er}. Sont redevables de la taxe, les personnes physiques ou juridiques, les sociétés sans personnification civile, et les associations de fait ou communautés qui bénéficient en Belgique des revenus désignés à l'article 25, même si elles résident à l'étranger ou dans la colonie.

§ 2. Dans le cas d'exploitation en commun, la taxe est due par le chef de famille ou par le directeur de la société, association ou communauté.

§ 3. Les redevables désignés au § 1^{er} et au § 2 du présent article ont le droit de retenir sur les revenus imposables la taxe y afférente et ce, sans recours des bénéficiaires, quelle que soit la nationalité de ceux-ci.

Wet van 29 October 1919.

ART. 31.

§ 1. Zijn de belasting verschuldigd de natuurlijke of rechtspersonen, de maatschappijen zonder rechtspersoonlijkheid en de feitelijke vereenigingen of gemeenschappen die de in artikel 25 vermelde inkomsten in België genieten, zelfs indien zij in het buitenland of in de kolonie verblijven.

§ 2. Geldt het één gemeenschappelijk bedrijf, dan in de belasting verschuldigd door het familiehoofd of door den bestuurder der maatschappij, vereeniging of gemeenschap.

§ 3. De belastingplichtingen, bedoeld bij § 1 en bij § 2 van dit artikel, zijn gerechtigd om van de belastbare inkomsten de belasting af te trekken, waaraan deze onderworpen zijn, en wel zonder verhaal van wege de rechthebbenden tot welke nationaliteit dezen ook behooren.

Projet de loi.

ART. 31.

Le § 3 de l'article 31 est remplacé ainsi qu'il suit :

§ 3. — En cas de non-paiement de la taxe dans les délais fixés, ceux qui paient en Belgique les revenus indiqués au n° 2 de l'article 25 ou qui en sont débiteurs, sont tenus personnellement d'acquitter l'impôt et les intérêts y relatifs, mais ont le droit d'en faire la retenue sur les dits revenus et ce, sans recours des bénéficiaires, même si ceux-ci sont de nationalité étrangère.

Wetsontwerp.

ART. 31.

§ 3 van artikel 31 wordt vervangen als volgt :

§ 3. — In geval van niet betaling der belasting binnen den gestelden tijd, zijn degenen die in België de in n° 2 van artikel 25 aangeduide inkomsten betalen of die dezelve verschuldigd zijn, persoonlijk gehouden de belasting en de daarmede verband houdende interesten te voldoen, maar zij zijn gerechtigd om dezelve van gemelde inkomsten af te trekken en zulks zonder verhaal vanwege de rechthebbenden, zelfs indien deze tot eene vreemde nationaliteit behooren.

Amendements proposés par la Commission.

ART. 31.

Rédiger comme suit le § 1 l'article 31 :

§ 1. — Sont redevables de la taxe, les personnes physiques ou juridiques, les sociétés sans personnification civile et les associations de fait ou communautés :

a) qui bénéficient en Belgique des revenus désignés à l'article 25, même s'ils résident à l'étranger ou dans la colonie;

b) qui, à titre de débiteurs des revenus désignés au n° 2 de l'article 25, le paient en Belgique à des bénéficiaires, même si ces bénéficiaires sont domiciliés ou résident à l'étranger ou dans la colonie.

§ 2. Comme au texte de la loi.

§ 3. Maintenir le texte actuel de la loi.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 31.

§ 1 van artikel 31 te doen luiden :

§ 1. — Zijn de belasting verschuldigd de natuurlijke personen of de rechtspersonen, de maatschappijen die geen rechtspersoonlijkheid bezitten, en de feitelijke vereenigingen of gemeenschappen :

a) die de inkomsten, bedoeld bij artikel 25, in België genieten, zelfs wanneer zij in het buitenland of in de kolonie verblijven ;

b) die, als schuldenaars van de inkomsten bedoeld bij n° 2 van artikel 25, ze in België betalen aan hen, die daarop aanspraak hebben, zelfs wanneer dezen in het buitenland of in de kolonie hunne woonplaats hebben of verblijven.

§ 2. Zoals in den tekst der wet.

§ 3. Den huidige tekst te behouden.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

ART. 32.

§ 1^{er}. La taxe sur les bénéfices et profits visés au n° 1 et 3 de l'article 23 est établie sur les revenus constatés ou présumés de l'année antérieure ou de l'exercice social d'égale durée clôturé pendant cette année, sans déduction éventuelle des pertes professionnelles éprouvées pendant les deux années précédentes ou durant les deux exercices sociaux antérieurs.

§ 2. En cas de cessation de profession dans le courant de l'année, par suite de décès ou de tout autre cause, une cotisation spéciale est réglée d'après les résultats de la période pendant laquelle la profession a été exercée.

§ 3. Pour les revenus spécifiés au n° 2 de l'article 23 la taxe est due au moment même de leur paiement.

CHAPITRE II.

Détermination du taux des impôts cédulaires.

§ 1^{er}. — Contribution foncière.

ART. 33.

La contribution foncière, y compris les parts des provinces et des

ART. 32.

§ 1. De belasting op de winsten en baten, bedoeld bij de n° 1 en 3 van artikel 23, wordt gevestigd op de vastgestelde of vermoedelijke inkomsten van het vorig jaar of van het maatschappelijk boekjaar van gelijken duur, binnen dat jaar afgesloten, behoudens mogelijke aftrekking der bedrijfsverliezen, gedurende de twee vorige jaren of tijdens de twee vorige maatschappelijke boekjaren geleden.

§ 2. In geval van staking van bedrijf den loop van het jaar, wegens sterfgeval of omeenige andere reden, wordt een bijzondere aanslag geregeld naar de uitkomsten van het tijdvak, gedurende hetwelk het bedrijf werd uitgeoefend.

§ 3. Voor de inkomsten nader omschreven in n° 2 is de belasting verschuldigd op 't oogenblik zelf hunner betaling.

HOOFDSTUK II.

Bepaling van het bedrag der cédulaire belastingen.

§ 1. — Grondbelasting.

ART. 33.

De grondbelasting, met inbegrip van de aandelen der provinciën en

Projet de loi

Wetsontwerp.

La retenue ne peut toutefois excéder le cinquième des rémunérations ou salaires, quel qu'en soit le montant.

ART. 6.

Le § 3 de l'article 32 est modifié comme il suit :

§ 3. — Pour les revenus spécifiés au n° 2 de l'article 23, la taxe est due sur les rémunérations, salaires ou pensions de l'année antérieure.

Les dispositions du § 2 qui précède sont également applicables en l'espèce.

De afgetrokken som mag noch tans één vijfde van de bezoldigingen of loonen, welk ook dezer bedrag weze, niet overtreffen.

ART. 6.

§ 3 van artikel 32 wordt gewijzigd als volgt :

§ 3. — Voor de inkomsten nader omschreven in n° 2 van artikel 23 is de belasting verschuldigd over de bezoldigingen, loonen of pensioenen van het vorig jaar.

De voorschriften van de vorige paragraaf 2 zijn terzake insgelijks van toepassing.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 6.

Maintenir le texte actuel du § 3.

ART. 6.

Den huidige tekst van § 3 te behouden.

Loi du 20 octobre 1919.

communes, est fixée à 10 p. c. du revenu cadastral.

Les cotes inférieures à 1 franc ne sont pas portées aux rôles.

§ 2. — Taxe mobilière.

ART. 34.

§ 1^{er}. La taxe, y compris les parts des provinces et des communes, est fixée à 10 p. c. des revenus imposables.

§ 2. Elle est réduite à 2 pc.

a) Pour la partie des revenus visés à l'article 13 qui correspond proportionnellement aux bénéfices réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie ;

b) Pour les revenus désignés aux articles 17 et 19 ;

c) Pour les revenus des dépôts à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

§ 3. — Taxe professionnelle.

ART. 35.

§ 1^{er}. La taxe professionnelle est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenus annuels de 3,000 francs et moins, ou à raison de toute somme proportionnelle équivalente pour les périodes inférieures ou supérieures à un an.

§ 2. Le taux, y compris les parts des provinces et des communes, est fixé à 2 p. c. pour la première tranche et augmente graduellement d'un demi pour cent pour chaque nouvelle tranche, sans pouvoir dépasser

Wet van 20 October 1919.

gemeenten, wordt bepaald op 10 t. h. van het kadastraal inkomen.

De aanslagen van minder dan 1 frank worden niet in de kohieren opgenomen.

§ 2. — Belasting op roerende zaken.

ART. 34.

§ 1. De belasting, met inbegrip van de aandeelen der provinciën en gemeenten, wordt bepaald op 10 t. h. van de belastbare inkomsten.

§ 2. Zij wordt tot 2 t. h. verminderd :

a) Voor het gedeelte der bij artikel 13 bedoelde inkomsten, dat evenredig overeenstemt met de winsten behaald en belast in het buitenland of in de kolonie ;

b) Voor de inkomsten vermeld in de artikelen 17 en 19 ;

c) Voor de inkomsten der sommen gestort in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

§ 3. — Bedrijfsbelasting.

ART. 35.

§ 1. De bedrijfsbelasting wordt, voor elk belastingschuldige, toegepast per schijf van jaarlijksche inkomsten van 3,000 franken minder, of op grond van elke evenredig gelijkwaardige som voor de tijdvakken van minder of meer dan één jaar.

§ 2. Het bedrag, met inbegrip van de aandeelen der provinciën en der gemeenten, wordt op 2 t. h. gesteld voor de eerste schijf en vermeerderd trapsgewijze met een half ten honderd voor elke nieuwe schijf, zonder

Projet de loi.

Wetsontwerp

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 19 octobre 1919.

Wet van 19 oktober 1914

10 p. c. pour la partie des revenus excédant 48,000 francs,

§ 3. Le taux est réduit à 1 p. c. pour la partie des rémunérations diverses des fonctionnaires et employés publics et privés, des salaires, pensions et rentes viagères visés à l'article 25, 2°, y compris les suppléments de traitements et autres rémunérations exceptionnelles, n'excédant pas 3,000 francs par an au total.

§ 4. Par dérogation aux §§ 2 et 3, la taxe est uniformément fixée :

1° A 2 p. c. pour les revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie;

2° A 10 p. c. pour les bénéfices des sociétés étrangères par actions et les rémunérations des administrateurs, commissaires, liquidateurs ou autres exerçant des fonctions analogues près des sociétés par actions, belges, étrangères ou de la colonie.

Toutefois, les intéressés peuvent être dégrevés à concurrence de la somme qui excède la taxe résultant de l'application, à l'ensemble de leurs rémunérations, de taux fixés au § 2 ci-dessus.

TITRE II.

DE L'IMPÔT COMPLÉMENTAIRE
SUR LES REVENUS OU SUPERTAXE.

CHAPITRE PREMIER.

Bases de l'impôt.

Art. 36.

Tout Belge ou étranger, domicilié ou résidant habituellement en Bel-

10 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der inkomsten dat 48,000 frank overschrijdt.

§ 3. Het bedrag wordt 1 t. h. verminderd voor het gedeelte van de verscheidene vergeldingen der openbare en private ambtenaren en beambten der loonen, pensioenen en lijfrenten bedoeld bij artikel 25, 2°, met inbegrip van de bijwedden en andere uitzonderlijke vergeldingen, dat in het geheel niet 3,000 frank 'sjaars overschreidt.

§ 4. Met afwijking §§ 2 en 3 wordt de belasting gelijkelijk bepaald :

1° Op 2 t. h. voor de inkomsten in den vreemde of in de kolonie behaald en belast;

2° Op 10 t. h. voor de winsten der vreemde vennootschappen op aandelen en de vergeldingen der beheerders, commissarissen, vereffenaars of anderen die gelijkaardige ambten waarnemen bij de Belgische, vreemde of tot de kolonie behoorende vennootschappen op-aandelen.

Nochians kunnen de belanghebbers ontlasting verkrijgen tot bedrag der som die de belasting overschrijdt, welke voortvloeit uit de toepassing, op het gezamenlijke hunner vergeldingen, van de bedragen bepaald in § 2 hierboven.

TITEL II.

BIJKOMENDE INKOMSTENBELASTING
OF : SUPERTAXE ».

HOOFDSTUK I.

Grondslagen der belasting.

Art. 36.

Elke Belg of vreemdeling, die in België zijne woonplaats of zijn gewoon

Projet de loi.

Wetsontwerp.

—
Art. 7.—
Art. 7.

Le § 3 de l'article 33 est supprimé.

§ 3 van artikel 33 vervalt.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen door de Commissie
voorgesteld.—
Art. 7.—
Art. 7.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

gique, est soumis annuellement à une supertaxe à raison de son revenu global : c'est-à-dire de l'ensemble de ses revenus assujettis, directement ou indirectement, aux impôts cédulaires et des revenus de fonds publics exemptés de ces impôts.

ART. 37.

§ 1^{er}. De l'ensemble des revenus soumis à la supertaxe, et pour autant qu'elles n'aient pas été déjà déduites de ceux-ci pour l'application des impôts cédulaires, sont déduites les charges ci-après :

1° Les dépenses de conservation de biens immobiliers en cas d'absence ou d'insuffisance du revenu de ces biens ;

2° Les pertes éprouvées dans une exploitation industrielle, commerciale ou agricole ou dans l'exercice de toute autre profession ;

3° Les frais d'assurance des immeubles et du mobilier ;

4° Les impôts et taxes dont les revenus ont été frappés en Belgique ou à l'étranger dans la personne du contribuable ou sur ses biens ;

5° Les intérêts des capitaux empruntés ;

6° Les rentes payées par l'intéressé aux personnes n'habitant pas avec lui, auxquelles il doit fournir des aliments en vertu des dispositions du Code civil ;

verblijft heeft, wordt jaarlijks onderworpen aan een « supertaxe » wegens zijn globaal inkomen : dat wil zeggen het geheel van zijn inkomsten, rechtstreeks of onrechtstreeks aan de cedulaire belastingen onderworpen, en van de inkomsten van openbare fondsen van deze belastingen vrijgesteld.

ART. 37.

§ 1. Van al de inkomsten te zamen, onderworpen aan de « supertaxe », en in zover zij daarvan niet reeds werden afgetrokken voor de toepassing der cedulaire belastingen, worden de volgende lasten afgetrokken :

1° De uitgaven tot instandhouding van onroerende goederen bij gebrek aan of bij ontoereikendheid van het inkomen dezer goederen ;

2° De verliezen geleden in een nijverheids-, handels- of landbouwbedrijf of bij het uitoefenen van eenig ander bedrijf ;

3° De kosten van verzekering der onroerende goederen en der meubelen ;

4° De belastingen en heffingen waarvan de inkomsten in België of in het buitenland in den persoon van den belastingplichtige of op zijne goederen werden getroffen ;

5° De interesten der oontleende kapitalen ;

6° De renten, door den belanghebbende betaald aan met hem niet inwonende personen, aan wie hij, krachtens de bepalingen van het Wetboek, kost en onderhoud moet verschaffen ;

Loi du 29 octobre 1919.

ART. 8.

Dans la finale de l'article 36, sont supprimés les mots « de fonds publics ».

Wet van 29 October 1919.

ART. 8.

In het slot van artikel 36 vervallen de woorden : « van openbare fondsen ».

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 8.

Comme ci-contre.

ART. 8.

Zooals hiernevens.

Loi du 29 octobre 1919.

7° Le montant réel des sommes versées périodiquement, jusqu'à concurrence de 4,000 francs, soit à l'État, soit à des caisses publiques ou privées, pour constituer des pensions de retraite, de même que les primes d'assurance en cas de décès, jusqu'à concurrence de ladite somme.

§ 2. Les dépenses de loyer ou de ménage du contribuable visées à l'article 26, § 3, ne peuvent être déduites de son revenu global.

ART. 38.

La supertaxe est due pour l'année entière en raison des revenus de l'année antérieure.

ART. 39.

Tout chef de famille est cotisable tant en raison des revenus personnels que de ceux des membres de sa famille qui forment avec lui un seul ménage.

ART. 40.

Lorsque plusieurs personnes habitent et vivent ensemble de manière à ne former qu'un seul ménage, il est établi, sur l'ensemble des revenus provenant des biens mis en commun, une cotisation unique du paiement

Wet van 19 oktober 1919.

7° Het werkelijk bedrag der sommen welke op gezette tijden, ten beloope van 4,000 frank, 't zij in de Staatskas, 't zij in openbare of private kassen worden gestort om pensioenen te vestigen, alsmede, ten beloope van gemelde som, de verzekeringspremiën in geval van overlijden.

§ 2. De huur- of gezinsuitgaven van den belastingplichtige bij artikel 26, § 3, bedoeld, mogen van zijn globaal inkomen niet worden afgetrokken.

ART. 38.

De « supertaxe » is over gansch het jaar verschuldigd op grond der inkomsten van het vorig jaar.

ART. 39.

Elk familiehoofd kan worden aangeslagen zoowel wegens zijne persoonlijke inkomsten als wegens die van de leden zijner familie welke met hem een enkel gezin vormen.

ART. 40.

Wanneer verscheidene personen samenwonen en samenleven zoodat zij slechts een enkel gezin vormen wordt, op het geheel bedrag der inkomsten voortvloeiende uit de in gemeenschap gebrachte goederen,

Projet de loi.

ART. 9.

Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article 39 :

Sauf preuve contraire, sont présumés faire partie du ménage les enfants de moins de 21 ans qui habitent avec leurs parents.

Les revenus que le redevable touche pour des groupes ou organismes étrangers à son ménage sont déclarés et imposés séparément, moyennant les justifications nécessaires.

Wetsontwerp.

ART. 9.

De volgende leden worden aan artikel 39 toegevoegd :

Behoudens tegenbewijs, worden vermoed van de familie deel uit te maken de kinderen beneden de 21 jaar, die bij hunne ouders inwonen.

De inkomsten welke de schatplichtige optrekt voor aan zijn gezin vreemde groepen of instellingen worden afzonderlijk aangegeven en belast, mits de noodige bewijsaanvoering.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 9.

Rédiger le premier alinéa du texte proposé par le Gouvernement, comme suit :

Sauf preuve contraire, sont seuls présumés faire partie du ménage, les enfants de moins de 21 ans qui habitent avec leurs parents.

Comme ci-contre.

ART. 9.

Het eerste lid van den tekst, door de Regeering voorgesteld, te doen luiden :

Behoudens tegenbewijs, worden vermoed van de familie deel uit te maken alleen de kinderen beneden 21 jaar, die bij hunne ouders inwonen.

Zoals hiernevens.

Loi du 29 octobre 1919.

de laquelle elles demeurent solidairement responsables.

La cotisation est portée au rôle au nom du chef de ménage, gérant, directeur ou supérieur.

ART. 41.

§ 1^{er}. N'est pas soumise à la supertaxe la portion du revenu global établi conformément à l'article 36, qui n'excède pas le minimum nécessaire à l'existence.

Ce minimum est fixé à :

3,000 francs dans les communes de moins de 3,000 habitants ;

3,500 francs dans les communes de 3,000 à 5,000 habitants exclusivement ;

4,000 francs dans les communes de 5,000 à 10,000 habitants exclusivement ;

4,500 francs dans les communes de 10,000 à 20,000 habitants exclusivement ;

5,000 francs dans les communes de 20,000 à 40,000 habitants exclusivement ;

5,500 francs dans les communes de 40,000 à 100,000 habitants exclusivement ;

6,000 francs dans les communes de 100,000 habitants et plus.

Ce barème peut être révisé par arrêté royal à l'expiration de chaque période quinquennale.

Wet van 29 October 1919.

slechts één aanslag gevestigd, voor de betaling waarvan zij hoofdelijk aansprakelijk blijven.

De aanslag wordt ten kohiere gebracht op naam van het gezinshoofd, zaakvoerder, bestuurder of overste.

ART. 41.

§ 1. Wordt aan de « supertaxe » niet onderworpen het gedeelte van het overeenkomstig artikel 36 bepaald globaal inkomen, dat het tot levensonderhoud vereischt minimum niet overschrijdt.

Dit minimum is bepaald op :

3,000 frank in de gemeenten van minder dan 3,000 inwoners ;

3,500 frank in de gemeenten van 3,000 tot minder dan 5,000 inwoners ;

4,000 frank in de gemeenten van 5,000 tot minder dan 10,000 inwoners ;

4,500 frank in de gemeenten van 10,000 tot minder dan 20,000 inwoners ;

5,000 frank in de gemeenten van 20,000 tot minder dan 40,000 inwoners ;

5,500 frank in de gemeenten van 40,000 tot minder dan 100,000 inwoners ;

6,000 frank in de gemeenten van 100,000 inwoners en meer.

Deze rooster kan, bij koninklijk besluit, herzien worden na het verstrijken van elk vijfjarig tijdperk.

Projet de loi.

ART. 40.

§ 1^{er}. — Les 2^e et 3^e alinéas du § 1^{er} de l'article 41 sont remplacés ainsi qu'il suit :

Ce minimum est fixé à :

1,800 francs dans les communes de moins de 3,000 habitants ;

2,100 francs dans les communes de 3,000 à 15,000 habitants exclusivement ;

2,400 francs dans les communes de 15,000 à 30,000 habitants exclusivement ;

2,700 francs dans les communes de 30,000 à 60,000 habitants exclusivement ;

3,000 francs dans les communes de 60,000 habitants et plus.

Ce barème peut être révisé par arrêté royal en cas de modification des conditions économiques de l'existence.

Wetsontwerp.

ART. 40:

§ 1. De 2^e en 3^e leden van § 1 van artikel 41 worden vervangen als volgt :

Dit minimum wordt bepaald op :

1,800 frank in de gemeenten van minder dan 3,000 inwoners ;

2,100 frank in de gemeenten van 3,000 tot en zonder 15,000 inwoners ;

2,400 frank in de gemeenten van 15,000 tot en zonder 30,000 inwoners ;

2,700 frank in de gemeenten van 30,000 tot en zonder 60,000 inwoners ;

3,000 frank in de gemeenten van 60,000 inwoners en meer.

Deze rooster kan, bij Koninklijk besluit, herzien worden ingeval van wijziging der economische levensvoorwaarden.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 40.

Comme ci-contre.

ART. 40.

Zoals hiernaevens.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

§ 2. La classification est basée sur la population totale constatée par le dernier recensement décennal publié avant l'année de l'exigibilité de l'impôt.

§ 3. Lorsqu'une agglomération s'étend sur plusieurs communes, ces communes ou leurs parties agglomérées peuvent être rangées, par arrêté royal, dans la catégorie à laquelle appartient la commune la plus peuplée.

ART. 42.

Pour chaque membre de la famille qui est à la charge du contribuable au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, le minimum exempté en vertu de l'article 41 est augmenté d'un dixième.

Si le contribuable est veuf ou veuve, cet accroissement est augmenté de moitié par personne à sa charge.

ART. 43.

Sont considérés comme membres de la famille à la charge du contribuable, à condition qu'ils fassent partie du ménage:

1^o Son épouse;

2^o Ses ascendants et ceux de son conjoint;

3^o Ses descendants ou collatéraux, jusqu'au deuxième degré inclusivement.

En cas de remariage, ces dispositions sont applicables aux ascendants,

§ 2. De rangschikking is gegrond op de totale bevolking vastgesteld door de jongste tienjaarlijkse volksoptelling, vóór het jaar van de invorderbaarheid der belastingopenbaar gemaakt.

§ 3. Bijaldien eene agglomeratie zich over verscheidene gemeenten uitstrekt, kunnen deze gemeenten of de aangebouwde gedeelten daarvan bij koninklijk besluit worden gerangschikt in de klasse, waartoe de meest bevolkte gemeente behoort.

ART. 42.

Voor elk familielid, dat ten laste van den belastingplichtige is op 1 Januari van het jaar van den aanslag, wordt het krachtens artikel 41 vrijgestelde minimum verhoogd met een tiende.

Is de belastingplichtige weduwnaar of weduwe, dan wordt die verhooging met de helft vermeerderd voor elk te zijnen laste zijnde persoon.

ART. 43.

Worden aangezien als familieleden ten laste van den belastingplichtige, mits zij deel uitmaken van het gezin;

1^o Zijne echtgenoot;

2^o Zijne verwanten in de opgaande linie en die van zijnen echtgenoot;

3^o Zijne afstammelingen of zijverwanten tot en met en tweeden graad.

Bij hertrouw zijn deze bepalingen van toepassing op de verwanten in

Projet de loi.

§ 2. — L'alinéa suivant est ajouté au § 3 dudit article :

Un arrêté royal peut aussi ranger une commune dans une catégorie supérieure à celle de sa population, lorsque le coût de la vie y est particulièrement élevé à raison de circonstances exceptionnelles.

ART. 11.

La disposition suivante est intercalée après le 1^{er} alinéa de l'article 42 :

Cet accroissement est doublé pour la femme et pour chaque enfant âgé de plus de huit ans à la date précitée.

Wetsontwerp.

§ 2. — Het volgend lid wordt aan § 3 van gemeld artikel toegevoegd :

Een koninklijk besluit kan ingelijks eene gemeente in eene hoogere klasse dan die harer bevolking rangschikken wanneer de levensstandaard aldaar bijzonder hoog is ten gevolge van uitzonderlijke omstandigheden.

ART. 11.

De volgende bepaling wordt na het eerste lid van artikel 42 ingevoegd.

Deze verhooging wordt verdub. beld voor de vrouw en voor elk kind dat op voormelden datum meer dan acht jaar oud is.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

Comme ci-contre.

ART. 11.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 11.

Zooals hiernevens.

Loi du 29 octobre 1919.

descendants ou collatéraux des deux conjoints.

CHAPITRE II.

Détermination du taux de la supertaxe.

ART. 44.

La supertaxe est basée sur le revenu global diminué des charges et du minimum exempté visés aux articles 37, 41 et 42.

Le taux de la supertaxe est fixé à 4 p. c. pour la partie imposable du revenu ne dépassant pas 10,000 francs et il augmente graduellement d'un demi pour cent pour toute somme comprise dans une tranche de 5,000 francs, sans pouvoir être supérieur à 10 p. c. pour la partie du revenu excédant 95,000 francs.

ART. 45.

La cotisation calculée conformément à l'article précédent est diminuée de 5 p. c. pour chaque membre de la famille du contribuable qui est à sa charge.

Le bénéfice de cette disposition est toutefois limité aux portions de revenus n'excédant pas 25,000 francs.

ART. 46.

Pour bénéficier des déductions, exemptions et réductions, dont il est question aux articles 37, 41, 42 et 45, le contribuable doit déclarer, au

Wet van 29 October 1919.

de opgaande linie, de afstammelingen of zijverwanten van beide echtgenooten.

HOOFDSTUK II.

Vaststelling van het bedrag der « supertax ».

ART. 44.

De « supertaxe » is gegrond op het globaal inkomen verminderd met de lasten en het vastgestelde minimum, bedoeld bij de artikelen 37, 41 en 42.

Het bedrag der « supertaxe » wordt vastgesteld op 4 t. h. voor het belastbaar gedeelte van het inkomen dat 10,000 frank niet overschrijdt en het neemt trapsgewijze toe met één half t. h. voor elke som in eene schijf van 5,000 frank begrepen, zónder 10 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte van het inkomen boven 95,000 frank.

ART. 45.

De overeenkomstig voorgaand artikel berekende aanslag wordt verminderd met 5 t. h. voor elk familielid van den belastingplichtige, dat te zijnen laste is.

Het voordeel dezer bepaling blijft echter beperkt tot de gedeelten van inkomsten, welke 25,000 frank niet overschrijden.

ART. 46.

Om aanspraak te hebben op de afstrekkings, vrijstellingen en verminderingen vermeld in de artikelen 37, 41, 42 en 45, moet de

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 12.

Le second alinéa de l'article 44 est modifié comme il suit :

La supertaxe est appliquée, pour chaque redevable, par tranche de revenu de 5,000 francs et moins. Le taux en est fixé à un demi p. c. pour la première tranche; il augmente graduellement :

1° d'un demi p. c. pour les trois tranches suivantes ;
2° de trois quarts p. c. pour les huit tranches suivantes ;

3° de 1 p. c. pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 10 p. c. quant à la partie du revenu excédant 115,000 francs.

ART. 12.

Het tweede lid van artikel 44 wordt gewijzigd als volgt :

Desupertaxe wordt toegepast, voor ieder schatplichtige, per schijf van inkomen van 5,000 franken minder.

Het bedrag er van wordt vastgesteld op één half t. h. voor de eerste schijf; het verhoogt trapsgewijze :

1° met één half ten honderd voor de drie volgende schijven ;

2° met drie vierden ten honderd voor de acht volgende schijven ;

3° met één ten honderd, voor de overige schijven zonder 10 ten honderd te mogen overtreffen wat betreft het gedeelte van het inkomen boven 115,000 frank.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen door de Commissie
voorgesteld.

Art. 12.

Art. 12.

Comme ci-contre sauf à modifier
le 3° comme suit :Zooals hiernaevens mits wijziging
van n° 3° :« 3° de 1 p. c. pour les autres
tranches, sans pouvoir dépasser
30 p. c. »« 3° met 1 t. h. voor de overige
reeksen, zonder 30 t. h. te mogen
overschrijden.

Loi du 10 octobre 1919.

Wet van 10 October 1919.

cours du premier trimestre de chaque année : 1° son revenu global; 2° les charges-spéciales grevant ce revenu; 3° le nombre et l'âge des personnes à sa charge.

TITRE III

DE L'ÉTABLISSEMENT
ET DU RECouvreMENT DES TAXES.

§ 1^{er}. — *De l'imposition.*

ART. 47.

La contribution foncière est établie dans la commune de la situation des biens imposables.

ART. 48.

Les redevables désignés sous les n° 1, 3 et 4 de l'article 20, sont taxés dans la commune de leur principal établissement administratif ou dans celle de leur domicile ou résidence en Belgique.

Les taxes à acquitter par les établissements et organismes publics en vertu de l'article 20, n° 2, sont réglées dans la commune du siège de leur administration centrale.

ART. 49

Les redevables de la taxe professionnelle et de la supertaxe sont imposés dans la commune de leur principal établissement ou dans celle de leur domicile ou résidence en Belgique.

belastingplichtige, in den loop van het eerste trimester van elk jaar, aangifte doen van 1° zijn globaal inkomen; 2° de bijzondere lasten die dit inkomen bezwaren; 3° het getal en den ouderdom der personen te zijnen laste.

TITEL III.

VESTIGING EN INVORDERING
DER BELASTINGEN.

§ 1^{er}. — *Analog.*

ART. 47.

De grondbelasting wordt gevestigd in de gemeente der ligging van de belastbare goederen.

ART. 48.

De belastingplichtigen, vermeld in de n° 1, 3 en 4 van artikel 20, worden aangeslagen in de gemeente van hunne voornaamste bestuursinrichting of in die hunner woon- of verblijfplaats in België.

De belastingen, door de openbare instellingen en inrichtingen te betalen krachtens artikel 20, n° 2, worden geregeld in de gemeente, waar hun hoofdbeheer is gevestigd.

ART. 49.

Zij die de bedrijfsbelasting en de supertaxe verschuldigd zijn, worden belast in de gemeente hunner hoofdinstelling of in die hunner woon- of verblijfplaats in België.

Projet de loi.

Wetsoontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

ART. 50.

Les contribuables séjournant dans un hôpital, dans une maison de santé ou dans une maison de détention, continuent à être soumis à l'impôt au lieu où ils étaient imposés avant leur entrée dans ces établissements.

ART. 51.

La contribution foncière, la super-taxe et les autres taxes non perçues par retenue ou non payées dans les délais fixés font l'objet de rôles annuels ou spéciaux.

ART. 52.

Sont éventuellement déduits du montant des taxes les impôts directs et les additionnels que le même redevable a déjà acquittés en Belgique à raison des revenus taxés.

§ 2. — De la déclaration et du contrôle.

ART. 53.

Toute personne assujettie à l'impôt à raison des revenus visés au 4° du § 1^{er} de l'article 20, à l'article 25 et à l'article 36 est tenue de produire dans les trois premiers mois de chaque année une déclaration du montant de ces revenus.

Wet van 29 October 1919.

ART. 50.

De belastplichtigen, die verblijven in een gasthuis, in een krankzinnigengesticht of in een hechtenishuis, blijven onderworpen aan de belasting ter plaatse waar zij aangeslagen waren voordat zij in die inrichting werden opgenomen.

ART. 51.

Van de grondbelasting, de super-taxe en de overe belastingen, niet bij wijze van afhouding geheven of niet betaald binnen de gestelde tijdsbestekken, worden jaarlijksche of bijzondere kohieren opgemaakt.

ART. 52.

Worden, bij voorkomend geval, van het bedrag der belastingen afgetrokken de rechtstreekse belastingen en de opcentiemen welke dezelfde belastingplichtige in België reeds op grond der belaste inkomsten heeft betaald:

§ 2. — Aangifte en controle.

ART. 53.

Alwie aan de belasting onderworpen is wegens de inkomsten, bij n° 4° van § 1 van artikel 20, bij artikel 25 en bij artikel 36 bedoeld, is gehouden binnen de eerste drie maanden van elk jaar aangifte te doen van het bedrag der inkomsten.

Projet de loi.

ART. 13.

L'article 52 est remplacé comme il suit :

Sont éventuellement déduits du montant des taxes *cédulaires* les impôts directs et les additionnels que le même redevable a déjà acquittés en Belgique à raison des revenus taxés ou que les sociétés visées au 1° de l'article 14 y ont déjà payés sur des sommes qui sont distribuées aux actions ou parts.

Ces déductions sont réglées par arrêté royal.

Wetsontwerp.

ART. 13.

Artikel 52 wordt vervangen als volgt :

Worden, bij voorkomend geval, van het bedrag der *cédulaire* belastingen afgetrokken de rechtstreekse belastingen en de opcentiemen, welke dezelfde belastingplichtige in België reeds op grond der belaste inkomsten heeft betaald, of welke de in 1° van artikel 14 bedoelde vennootschappen aldaar reeds hebben betaald van sommen die aan de aandelen of deelen worden uitgekeerd.

Deze aftrekkingen worden bij koninklijk besluit geregeld.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

ART. 15.

Supprimer les mots : « ou que les sociétés visées au 1° de l'article 14, y ont déjà payés sur les sommes qui sont distribuées aux actions ou parts.

Ces déductions sont réglées par arrêté royal. »

ART. 15.

De woorden : « of welke de in 1° van artikel 14 bedoelde vennootschappen aldaar reeds hebben betaald van sommen die aan de aandelen of deelen worden uitgekeerd.

Deze aftrekkingen worden bij koninklijk besluit geregeld » te doen wegvallen.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 19 October 1919.

Art. 34.

§ 1^{er}. Dans le mois de l'approbation du bilan et du compte de profits et pertes, et, au plus tard, six mois après la clôture de l'exercice social, les sociétés redevables, par application de l'article 20, § 1^{er}, 1^{er}, de la taxe sur les revenus désignés à l'article 13, sont tenus de remettre, contre récépissé, au contrôleur des contributions du ressort, une déclaration énonçant le montant de ces revenus.

Cette déclaration est appuyée :

1^o D'une copie du bilan et du compte de profits et pertes, des délibérations qui les approuvent et des comptes rendus ou rapports y relatifs ;

2^o D'un état indiquant le nombre et le montant des actions et des obligations émises, ainsi que des titres de l'une ou de l'autre espèce qui ont été rachetés ou remboursés pendant l'exercice social écoulé ;

3^o Le cas échéant, d'une copie du bilan et du compte de profits et pertes spéciaux, relatifs aux affaires des établissements distincts situés à l'étranger ou dans la colonie.

§ 2. En ce qui concerne les revenus mobiliers ou professionnels, autres que ceux visés ci-dessus, les redevables remettent au receveur des contributions du ressort, dans les quinze jours qui suivent le mois pen-

Art. 34.

§ 1. Binnen ééne maand na de goedkeuring der balans en de winst- en verliesrekening en uiterlijk zes maanden na de sluiting van het maatschappelijk boekjaar moeten de vennootschappen, die, bij toepassing van artikel 20, § 1, 1^o de belasting op de bij artikel 13 bedoelde inkomsten verschuldigd zijn, aan den controleur der belastingen van het gebied eene aangifte, welke het bedrag van die inkomsten opgeeft, mits ontvangstbewijs overhandigen.

Bij deze aangifte worden gevoegd :

1^o Een afschrift van de balans en van de winst- en verliesrekening, van de beraadslagingen die ze goedkeuren en van de daarop betrekking hebbende processen-verbaal of verslagen ;

2^o Eene lijst waarop zijn vermeld het getal en het bedrag der uitgegeven aandelen en obligatiën, alsmede de titels van deze of gene soort, die gedurende het verloopen maatschappelijk boekjaar afgekocht of uitgekeerd worden ;

3^o Bij voorkomend geval, een afschrift van de bijzondere balans en winst- en verliesrekening betreffende de zaken der afzonderlijke, in het buitenland of in de kolonie bestaande inrichtingen.

§ 2. Wat betreft de inkomsten van roerende zaken of de bedrijfsinkomsten, andere dan diegene hierboven bedoeld, leggen de belastingplichtigen aan den ontvanger der belastingen van het gebied, binnen

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Art. 14.

Le 1^{er} alinéa du § 2 de l'article 34 est remplacé comme il suit :

§ 2.—En ce qui concerne les revenus spécifiés au n° 2 de l'article 23, ceux qui les paient ou qui en sont débiteurs remettent au receveur des contributions du ressort, dans le mois qui suit chaque trimestre, un

Art. 14.

Het eerste lid van § 2 van artikel 34 wordt vervangen als volgt :

§ 2.—Wat betreft de inkomsten nader omschreven in n° 2 van artikel 23, zij die dezelve betalen of die ze verschuldigd zijn, stellen aan den ontvanger der belastingen van het gebied, binnen de maand volgende

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

Art. 14.

Maintenir le texte actuel

Art. 14.

Den huidige tekst te behouden.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

dant lequel ces revenus ont été attribués, une déclaration mentionnant, par catégorie, le montant des revenus taxables; cette déclaration est appuyée éventuellement d'un extrait justificatif des livres ou comptes du redevable.

de vijftien dagen na de maand gedurende dewelke deze inkomsten werden toegekend, een aangifte over, houdende vermelding, per soort, van het bedrag der belastbare inkomsten; deze aangifte wordt bij voorkomend geval gestaafd met een bewijsaanvoerend uittreksel uit de boeken of rekeningen van den belastingplichtige.

Les pièces énumérées au §§ 1 et 2 sont certifiées exactes par les redevables ou par leurs représentants; elles sont exemptes du timbre et de l'enregistrement.

ART. 88.

Le contrôleur prend pour base de l'impôt le chiffre des revenus déclarés, à moins qu'il ne le reconnaisse inexact. Dans ce dernier cas il peut le rectifier; mais il fait connaître en tel cas à l'intéressé, avant d'établir l'imposition, le chiffre qu'il

De in §§ 1 en 2 opgesomde stukken worden echt verklaard door de belastingplichtigen of door hunne vertegenwoordigers; zij zijn vrij van zegel en registratie.

ART. 88.

De controleur neemt tot grondslag der belasting het cijfer der aangegeven inkomsten, tenzij hij het onjuist bevindt. In dit laatste geval, kan hij het verbeteren, doch in dit geval, doet hij, alvorens den aanslag vast te stellen, aan den belang-

Projet de loi.

état, conforme au modèle arrêté par le Ministre des Finances, indiquant pour la dite période les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que le montant des sommes payées à chacun d'eux.

Wetsontwerp.

op elk trimester, eenen staat ter hand, overeenstemmend met het door den Minister van Financiën vastgesteld model, en houdende aanduiding, voorgemeld tijdsbestek, van de namen en adressen der gerechtigden, alsmede van het bedrag der aan ieder van hen betaalde sommen.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

se propose de substituer à celui de la déclaration, en indiquant les motifs qui lui paraissent justifier le redressement et il invite en même temps l'intéressé à présenter, s'il y a lieu, dans un délai de vingt jours, ses observations par écrit ou verbalement.

ART. 56.

En l'absence de déclaration, à défaut de remise des pièces justificatives ou en cas de présomption grave d'inexactitude, l'administration pourra établir d'office la taxe du redevable en raison du montant présumé des revenus imposables évalués en égard à ceux d'autres redevables, à la notariété publique ou aux renseignements spéciaux recueillis à cet égard.

ART. 57.

En cas d'absence de déclaration ou de déclaration reconnue fautive et pour autant que les revenus dissimulés dépassent le dixième ou dix mille francs, l'impôt est porté au double sur la portion des revenus dissimulés.

ART. 58.

Sont exempts de toute déclaration et de toute taxe ou supertaxe du chef des revenus visés à l'article 14, 4°, et des rémunérations visées aux n° 2 et 3 de l'article 23, les ministres et autres agents diplomatiques étrangers, de

Loi du 29 octobre 1919.

hebbende kennen welk cijfer hij van plan is in de plaats van het aangegeven cijfer te stellen; tevens vermeldt hij de redenen die, naar zijne meening deze wijziging wettigen en noodigt hij den belanghebbende uit om, bij voorkomend geval, zijne aanmerkingen mondeling of schriftelijk in te dienen binnen een tijdsverloop van twintig dagen.

ART. 56.

Bij niet-aangifte, bij gebrek aan overlegging der bewijs-aanvoerende stukken of in geval van zwaar vermoeden van onnauwkeurigheid, kan het beheer de belasting van den belastingplichtige ambtshalve vaststellen naar het vermoedelijk bedrag der belastbare inkomsten geraamd met inachtneming van die andere belastingplichtigen, van de openbare bekendheid of van andere daartoe ingewonnen bijzondere inlichtingen.

ART. 57.

Bij gebrek aan aangifte of wordt de aangifte valsch bevonden en in zoover de bewimpelde inkomsten een tiende of tien duizend frank overschrijden, dan wordt de belasting verdubbeld op het deel der bewimpelde inkomsten.

ART. 58.

Van elke aangifte en van elke belasting of supertaxe wegens de inkomsten bedoeld bij artikel 14, 4°, en de vergoedingen bedoeld bij de n° 2 en 3 van artikel 23, zijn de vreemde ministers en andere vreemde diploma-

Projet de loi

Wetsontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

même que les consuls et agents consulaires, accrédités en Belgique, lorsqu'ils sont sujets de l'Etat qu'ils représentent, à la condition, toutefois, que les gouvernements dont ils sont les mandataires accordent la même immunité aux agents diplomatiques et consulaires belges.

ART. 59.

§ 1^{er} La contribution foncière est payable par trimestre. Les taxes mobilière ou professionnelle perçues par retenue sur les revenus imposables sont payables dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel les revenus ont été payés.

Les taxes non perçues par retenue, de même que la supertaxe sont payables dans le mois de réception de l'avertissement-extrait du rôle.

2. A défaut de paiement dans les délais ci-dessus, les sommes dues sont productives au profit du trésor, de l'intérêt légal civil pour la durée du retard.

ART. 60.

Un arrêté royal détermine :

1° Le mode à suivre pour les déclarations, la formation et la notification des rôles, les paiements, les quittances et les poursuites;

2° Le tarif des frais de poursuites.

Les rôles sont rendus exécutoires par le directeur des contributions;

Wet van 19 October 1919.

tische ambtenaren, alsmede de consuls en consulaire ambtenaren, in België geaccrediteerd, vrijgesteld, wanneer zij onderdanen zijn van den Staat dien zij vertegenwoordigen, doch mits de regeringen, waarvan zij de lasthebbers zijn, aan de Belgische diplomatische en consulaire ambtenaren dezelfde vrijstelling verleen.

ART. 59.

§ 1 De grondbelasting is betaalbaar per trimester. De belasting op roerende zaken of de bedrijfsbelasting geheven bij wijze van voorafneming op de belastbare inkomsten zijn betaalbaar binnen de vijftien dagen na het verstrijken der maand gedurende dewelke de inkomsten betaald werden.

De belasting niet geheven bij wijze van afhouding zijn, evenals de supertaxe, betaalbaar binnen ééne maand na de ontvangst van het aanslagbiljet.

§ 2. Bij gebreke van betaling binnen de hierboven gestelde termijnen, brengen de verschuldigde sommen ten bate van de Schatkist den wettelijken burgerlijken interest op voor den duur van het verwijt.

ART. 60.

Een koninklijk besluit regelt :

1° De wijze waarop men dient te handelen voor de aangiften, de opmaking en de beteekening der kwijtschrijven en de vervolgingen;

2° Het tarief van de vervolgingskosten.

De rollen worden door den bestuurder der belastingen invorder-

Projet de loi.

ART. 59.

Le § 1^{er} de l'article 59 est modifié ainsi qu'il suit :

Les impôts cédulaires et la supertaxe sont payables par trimestre; toutefois, la taxe mobilière perçue par retenue sur les revenus imposables et payable dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel ces revenus ont été payés.

Wetontwerp.

ART. 59.

§ 1 van artikel 59 wordt gewijzigd als volgt :

De cedulaire belastingen en de supertaxe zijn betaalbaar per trimester; evenwel is de belasting op roerende zaken, welke geïnd wordt bij afhouding van de belastbare inkomsten, te betalen binnen de vijftien dagen volgende op het verstrijken der maand gedurende dewelke deze inkomsten betaald werden.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

ART. 59.

Maintenir le texte actuel.

ART. 59.

Den huidige tekst te behouden.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

le contraintes sont décernées par les receveurs chargés d'opérer les recouvrements.

§ 2. — Des réclamations et recours.

ART. 61.

Les redevables des taxes et super-taxes peuvent se pourvoir en réclamations contre le montant de leur cotisation auprès du directeur des contributions qui a rendu les rôles exécutoires.

Sous peine de déchéance, les réclamations doivent être présentées avant le 31 octobre de la seconde année de l'exercice, sans cependant que le délai puisse être inférieur à six mois à partir de la date de l'avertissement-extrait du rôle.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement de l'impôt; il lui est délivré reçu de sa réclamation.

ART. 62.

Pour établir les revenus imposables, un fonctionnaire des contributions, d'un grade supérieur à celui de contrôleur, peut avoir recours, quel que soit le montant d'ultime, à tous les moyens de preuves admis par le droit commun, sauf le serment; il peut, au besoin, entendre des tiers et procéder à des enquêtes.

baar verklaard; de dwangbevelen worden uitgevaardigd door de ontvangers die met de invordering belast zijn.

§ 2. — Bezwaren en verhaal.

ART. 61.

Zij, die de belastingen en de « super-taxe » verschuldigd zijn, kunnen hunne bezwaren tegen het bedrag van hunnen aanslag indienen bij den bestuurder der belastingen, die de rollen invorderbaar heeft verklaard.

De bezwaarschriften moeten, op straffe van verval, ingediend worden vóór den 31^{en} October van het tweede jaar des dienstjaars, zonder dat de termijn nochtans minder dan zes maanden mag bedragen vanaf den datum van het aanslagbiljet.

Hij, die een bezwaarschrift indient, moet niet bewijzen dat de belasting betaald werd; er wordt hem een ontvangstbewijs van zijn bezwaarschrift afgegeven.

ART. 62.

Tot bepaling van de belastbare inkomsten, kan een ambtenaar der belastingen, van een hooger en graad dan dien van controleur, welk ook het bedrag van het geschil zij, alle bewijsmiddelen, door het gemeene recht toegelaten, aanvoeren, met uitzondering van den eed; desnoods kan hij derden hooren en een onderzoek instellen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

ART. 63.

Aux fins d'assurer l'instruction du recours, l'administration peut entendre les bâtonniers ou présidents des organismes professionnels représentant les diverses professions libérales, charges ou offices. Elle peut réclamer des administrations de l'Etat, des provinces et des communes, des créanciers ou débiteurs des redevables tous renseignements à leur connaissance qui peuvent être utiles.

Le Ministre des finances peut, en outre, ordonner l'inspection des livres des redevables commerçants par un fonctionnaire ayant grade de contrôleur au moins.

ART. 64.

Les contribuables intéressés sont convoqués par lettres recommandées pour assister à l'audition des témoins. Ceux-ci ont l'obligation de déposer sur tous les actes et faits à leur connaissance dont la constatation peut être utile à l'application des lois fiscales aux faits en litige.

Leur déposition est précédée de la déclaration suivante : « J'affirme, sous les peines édictées par la loi contre le faux témoignage, que ma déposition sera sincère et exacte. »

Le défaut de comparaitre ou le refus de témoigner est puni d'une amende de 100 à 10,000 francs.

Wet van den 29 oktober 1919.

ART. 63.

Ten einde de behandeling van het verhaal te verzekeren, kan het beheer de staflouiders of voorzitters der beroepskorpsen hooren, die de verscheidene vrije beroepen, ambten of posten vertegenwoordigen. Het kan van de Staats-, provincie- en gemeentebesturen, van de schuldeischers of schuldenaars der belastingplichtigen alle inlichtingen vorderen, waarvan zij kennis hebben en die nuttig kunnen zijn.

De Minister van Financiën kan bovendien bevelen dat de boeken der belastingplichtigen, die handelaren zijn, onderzocht worden door een ambtenaar die ten minste den graden van controleur heeft.

ART. 64.

De belanghebbende belastingplichtigen worden bij aangeteekenden brief opgeroepen om het getuigenverhoor bij te wonen. De getuigen zijn verplicht te getuigen van al de akten en feiten waarvan zij kennis hebben en waarvan de vaststelling nuttig zijn kan voor de toepassing der fiscale wetten op de feiten, waarover geschil is.

Vóór hunne getuigenis doen zij de volgende verklaring: « Ik bevestig, onder de straffen bij de wet voorzien tegen de valsche getuigenis, dat mijne getuigenis oprecht en juist zal zijn. »

Het niet-verschijnen of het weigeren van getuigenis wordt gestraft met eene boete van 100 tot 10,000 frank.

Projet de loi.

ART. 16.

§ 1^{er}. — A l'article 63, premier alinéa, les mots « aux fins d'assurer l'instruction du recours » sont remplacés par ceux de « aux fins d'assurer l'établissement régulier des impôts. »

§ 2. — L'alinéa suivant est ajouté à l'article 63 :

Le Ministre peut aussi ordonner la communication des bordereaux d'encaissement des revenus des capitaux mobiliers et régler le modèle de ces bordereaux.

Les renseignements susvisés doivent être fournis et l'inspection des livres doit être permise dans les quinze jours de la demande.

Wetsontwerp.

ART. 16.

§ 1. — In artikel 63, 1^o lid, worden de woorden : « Ten einde de behandeling van het verhaal te verzekeren » vervangen door deze : « Ten einde de regelmatige vestiging der belastingen te verzekeren ».

§ 2. — Het volgende lid wordt aan artikel 63 toegevoegd :

De Minister kan insgelijks de mededeeling bevelen van de bordereellen tot inkasseeering der inkomsten van de roerende kapitalen, en het model dezer bordereellen regelen.

Hoogerbedeelde inlichtingen moeten verstrekt en inzage der boeken moet verleend worden binnen de vijftien dagen van het verzoek.

Amendements proposés par la Commission.

ART. 16.

Maintenir le texte actuel en le faisant précéder de la mention : « § 1. »

2. — Comme ci-contre.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 16.

Den huidige tekst te behouden, mits men aan het hoofd daarvan vermeldt : « § 1. »

§ 2. — Zoals hiernaans.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

Les dispositions pénales relatives au faux témoignage et à la subornation de témoins en matière civile sont applicables aux témoignages visés par le présent article.

Art. 65.

Le directeur des contributions statue par décision motivée qui est notifiée au contribuable par lettre recommandée à la poste.

Art. 66.

Les décisions des directeurs des contributions peuvent être l'objet d'un recours devant la cour d'appel, dans le ressort duquel la cotisation attaquée est établie.

Art. 67.

Les articles 7 à 16 de la loi du 6 septembre 1893, relatifs au recours en appel et en cassation, sont applicables en ce qui concerne les impôts établis par la présente loi.

Art. 68.

L'introduction d'une réclamation ou d'un recours ne suspend par l'exigibilité de l'impôt et des intérêts. Toutefois, dans des cas spéciaux, le directeur des contributions peut faire surseoir au recouvrement.

Art. 69.

Toutes les pièces, déclarations, réclamations, notifications, recours, pourvois, décisions et avertisse-

De strafbepalingen betreffende de valsche getuigenis en de omkoop van getuigen in burgerlijke zaken zijn van toepassing op de getuigenissen voorzien bij dit artikel.

Art. 65.

De bestuurder der belastingen doet uitspraak bij met redenen omkleede beslissing; deze wordt den belastingplichtige bij per post aangezekenden brief beteekeud.

Art. 66.

Van de beslissingen van de bestuurders der belastingen kan men in beroep komen bij het hof van beroep, in welks gebied de bestreden aanslag vastgesteld is.

Art. 67.

De artikelen 7 tot 16 der wet van 6 September 1893, aangaande het verhaal in beroep en in verbrcking, zijn van toepassing wat betreft de bij deze wet gevestigde belastingen.

Art. 68.

Door het indienen van bezwaren of van beroep wordt de invorderbaarheid der belasting en der interesten niet geschorst. De bestuurder der belastingen der interesten niet geschorst. De bestuurder der belastingen kan echter in bijzondere gevallen de invordering uitsstellen.

Art. 69.

Alle stukken, aangiften, bewaarschriften, betekeningen, elk beroep, alle voorzieningen, beslissingen en

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919

ments, peuvent être écrits sur papier libre et sont dispensés de l'enregistrement.

§ 4. — Des droits et privilèges du Trésor en matière de recouvrement.

ART. 70.

§ 1^{er}. Pour l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi, les sociétés belges par actions et autres redévolables ayant des sièges d'opérations ou des établissements quelconques à l'étranger ou dans la colonie, sont tenues de faire agréer, par l'administration des contributions, une garantie réelle ou une caution personnelle. Les conditions de l'agrément seront déterminées par arrêté royal.

§ 2. Les sociétés étrangères ou de la colonie, de même que tous autres redevables étrangers, ayant en Belgique un ou plusieurs établissements quelconques tels que sièges d'opérations, succursales ou agences, sont tenues de faire agréer, par l'administration des contributions, au moins un représentant responsable établi dans le pays et offrant les garanties nécessaires de solvabilité.

§ 3. En cas de décès de ce représentant, de retrait de son agrément, ou d'événement entraînant son incapacité, il doit être pourvu à son remplacement dans le délai de deux mois.

§ 4. En cas d'insuffisance des garanties visées aux §§ 1^{er} et 2, les redevables et leurs représentants sont tenus solidairement du paye-

Wet van 29 October 1919.

waarschuwings mogen op ongezegeld papier geschreven worden en zijn vrij van registratie.

§ 4. — Rechten en voorrechten der Staatsschat in sake intecdering.

ART. 70.

§ 1. Voor de naleving der verplichtingen die haar krachtens deze wet zijn opgelegd, zijn de Belgische vennootschappen op aandelen en andere belastingplichtigen, waarvan bedrijfszetels of eenigerlei inrichtingen in het buitenland of in de kolonie zijn gevestigd, gehouden eene zakelijke zekerheid of eene persoonlijke borgstelling door het beheer der belastingen te doen aannemen. De voorwaarden van aanneming worden bij koninklijk besluit bepaald.

§ 2. De vreemde vennootschappen of die der kolonie, alsmede alle andere vreemde belastingplichtigen, hebbende in België een of meer hoe ook genaamde inrichtingen, zooals zetels van verrichtingen, hulphuizen of agentschappen, zijn gehouden, ten minste één aansprakelijken vertegenwoordiger, in het land gevestigd en de noodige waarborgen van goetdheid aanbiedende, door het beheer der belastingen te doen aannemen.

§ 3. Bij overlijden van dezen vertegenwoordiger, bij intrekking zijner toelating of bij eene gebeurtenis welke zijne onbekwaamheid ten gevolge heeft, dient hij te worden vervangen binnen een termijn van twee maanden.

§ 4. Zijn de waarborgen voorzien bij §§ 1 en 2 ontoereikend, dan zijn de belastingplichtigen en hunne vertegenwoordigers hoofdelijk gehouden tot

Projet de loi.

Wetsontwerp

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

Lai du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

ment de la taxe et des amendes éventuelles.

ART. 71.

Pour le recouvrement des impôts directs, des intérêts et des frais, le Trésor public a privilège sur tous les revenus et meubles du redevable, en quelque lieu qu'ils se trouvent, sur ceux de sa femme non séparée de biens et sur ceux de leurs enfants, dont ils ont la jouissance légale.

Ce privilège s'exerce avant tout autre pour les impôts de l'année échue et de l'année courante.

ART. 72.

Le Trésor public a, en outre, pour le recouvrement des impôts directs, des intérêts et des frais, droit d'hypothèque légale sur tous les immeubles du redevable et sur ceux de sa femme non séparée de biens.

Cette hypothèque légale existe à compter du 1^{er} janvier de l'année de l'impôt et n'a d'effet que pendant cette année et l'année suivante, de telle sorte qu'elle est anéantie, si, dans l'intervalle, les biens n'ont pas été atteints.

Elle n'est soumise à aucune inscription ni frais et ne préjudicie en rien aux privilèges et hypothèques antérieurs.

ART. 73.

Les officiers ministériels chargés de procéder à une vente de meubles ou

betaling der belasting en der mogelijke boeten.

ART. 71.

Voor de invordering der rechtstreekse belastingen, der interesten en der kosten heeft de openbare schatkist een voorrecht op de inkomsten en roerende goederen van den belastingplichtige, in welke plaats zij zich ook bevinden, op die zijner niet van goederen gescheiden vrouw en op die hunner kinderen, waarvan zij het wettelijk genot hebben.

Dit voorrecht geldt boven alle andere voor de belastingen van het vervallen jaar en van het loopende jaar.

ART. 72.

De openbare Schatkist heeft bovendien, voor de invordering der rechtstreekse belastingen, der interesten en der kosten, recht van wettelijke hypotheek op al de onroerende goederen van den belastingplichtige en op die zijner niet van goederen gescheiden vrouw.

Deze wettelijke hypotheek bestaat vanaf 1 Januari van het belastingjaar en is slechts van kracht gedurende dit jaar en het volgende jaar, derwijze dat zij vervalt indien de goederen intusschentijd niet werden aangetast.

Zij is noch aan inschrijving, noch aan kosten onderworpen en schaaft in geenen deele de vroegere voorrechten en hypotheeken.

ART. 73.

De ministerieele ambtenaren, belast met eene verkooping van meub-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

d'immeubles doivent prélever sur le produit de celle-ci les sommes non encore acquittées dont les biens vendus sont la garantie; ils sont personnellement responsables, jusqu'à concurrence du dit produit, du paiement des sommes restant dues, à la condition d'avoir été dûment prévenus par l'administration.

ART. 74.

Au cas de non-paiement de taxes, du chef d'absence de déclaration ou de déclaration fautive, inexacte ou incomplète, l'impôt éludé pourra être réclamé ou rappelé pendant cinq années à partir du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice — et ce sans préjudice à l'application des amendes fiscales.

En cas de décès du contribuable, ses héritiers sont tenus des droits éludés.

ART. 75.

A partir de l'exercice 1920, il sera prélevé, sur le montant des revenus provinciaux et communaux dont la perception est effectuée par les receveurs des contributions, une remise de 5 p. c. pour remboursement au Trésor des frais de perception.

§ 5. — Dispositions générales.

ART. 76.

§ 1^{er}. Les fonctionnaires et employés publics, les huissiers, avoués et toutes personnes quelconques qui ont à

Wet van 19 October 1919.

belen of van onroerende goederen, moeten van de opbrengst der verkoopende nog niet betaalde sommen afhouden, waarvoor de verkochte goederen tot zekerheid dienen; zij zijn, ten beloope van gemelde opbrengst, persoonlijk aansprakelijk voor de betaling der nog verschuldigde sommen, mits zij door het beheer behoorlijk verwittigd werden.

ART. 74.

Bij niet-betaling van belastingen, wegens niet gedane aangifte of valsche, onnauwkeurige of onvolledige aangifte, kan de ontdoken belasting worden gevorderd of nagevorderd gedurende vijf jaar vanaf den 1 Januari van het jaar dat zijn naam aan het dienstjaar geeft, — en zulks onverminderd de toepassing der fiscale boeten.

Bij overlijden van den belastingplichtige moeten zijne erfgenamen de ontdoken rechten betalen.

ART. 75.

Van het dienstjaar 1920 af, wordt van het bedrag der provinciale en gemeentelijke inkomsten, welke door de ontvangers der belastingen worden geïnd, afgehouden eene korting van 5 t. h. tot terugbetaling der inningskosten aan de Schatkist.

§ 5. — Algemeene bepalingen.

ART. 76.

§ 1. De openbare ambtenaren en bedienden, de deurwaarders, pleitbezorgers en alle hoe ook genaamde

Projet de loi

Wetsontwerp.

Amendementen présentés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

intervenir pour l'application des lois fiscales sont tenus de garder, en dehors de l'exercice de leurs fonctions, le secret le plus absolu au sujet des bénéfices des redevables, lorsqu'ils en ont eu connaissance par suite de l'exécution de ces lois. Il en est de même de leurs commis et de toutes autres personnes ayant accès dans leurs bureaux.

§ 2. Les articles 66, 67 et 488 du Code pénal sont applicables à la violation du secret dont il s'agit au paragraphe précédent.

ART. 77.

Le faux et l'usage de faux commis dans l'intention d'éluider l'impôt ou d'y faire échapper un tiers, sont punis des peines portées au chapitre IV, livre II, titre III, du Code pénal suivant les distinctions établies.

ART. 78.

Il est encouru une amende de 50 à 1,000 francs pour chaque contravention aux dispositions des articles 9, 23, 24, 27, § 4, 53, 54 et 63.

ART. 79.

Les dispositions du présent titre sont applicables à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur, ainsi qu'à la taxe sur les spectacles et autres divertissements publics.

personen, die moeten optreden voor de toepassing der fiscale wetten, zijn gehouden, buiten het uitoefenen van hun ambt, het volstrektste geheim te bewaren aangaande de winsten der belastingplichtigen, wanneer zij daarvan kennis hebben gehad ten gevolge van de uitvoering der wetten. Hetzelfde geldt voor hunne klerken en voor alle andere personen, die tot hunne kantoren toegang hebben.

§ 2. De artikelen 66, 67, en 488 van het Strafwetboek zijn toepasselijk op de schending van het geheim, bij de voorgaande paragraaf bedoeld.

ART. 77.

Valschheid en gebruik van valsche stukken, bedreven met het inzicht de belasting te ontduiken of eenen derde daaraan te doen ontsnappen, worden gestraft door de straffen voorzien in hoofdstuk IV, boek II, titel III, van het strafwetboek, naar het bepaalde onderscheid.

ART. 78.

Elke overtreding van het bepaalde in de artikelen 9, 23, 24, 27, § 4, 53, 54 en 63 wordt gestraft met eene boete van 50 tot 1,000 frank.

ART. 79.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing op de taxe op de automobielen en andere motorvoertuigen, alsmede op de taxe op de vertooningen en andere openbare vermakelijkheden.

Loi du 29 octobre 1919.

Wet van 29 October 1919.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

TITRE IV.

ATTRIBUTIONS AUX PROVINCES ET AUX COMMUNES.

ART. 80.

Un dixième du produit de la contribution foncière est attribué aux provinces et quatre dixièmes aux communes où les biens imposables sont situés.

ART. 81.

§ 1^{er}. La moitié du produit de la taxe au taux plein sur les revenus des actions, visés à l'article 15 est attribuée par parties égales aux provinces et aux communes, au prorata du montant des bénéfices réalisés dans chaque province ou dans chaque commune, et à défaut de cet élément, selon des règles à fixer par arrêté royal.

§ 2. Un cinquième du produit de la taxe sur les revenus visés aux articles 16 à 18 est attribué au fonds spécial des communes.

ART. 82.

§ 1^{er}. La moitié de la taxe professionnelle établie conformément au § 2 et au § 4, n° 2, de l'article, 35 est

Wet van 29 October 1919.

TITEL IV.

UITKEERINGEN AAN DE PROVINCIËN EN AAN DE GEMEENTEN.

ART. 80.

Een tiende van de opbrengst der grondbelasting wordt aan de provinciën toegekend en vier tienden aan de gemeenten, waar de belastingbare goederen gelegen zijn.

ART. 81.

§ 1. De helf van de opbrengst der volle belasting op de inkomsten der aandelen, bedoeld bij artikel 15, wordt bij gelijke deelen aan de provinciën en aan de gemeenten toegekend naar verhouding van het bedrag der winsten verwezenlijkt in elke provincie of in elke gemeente, en, bij gebrek aan dezen grondslag, volgens de bij koninklijk besluit te bepalen regelen.

§ 2. Een vijfde van de opbrengst der belasting op de inkomsten bedoeld bij de artikelen 16 tot 18 wordt toegekend aan het bijzonder gemeentefonds.

ART. 82.

§ 1. De helf der bedrijfsbelasting, gevestigd overeenkomstig 2 en § 4, n° 2, van artikel 35, wordt bij gelijke

Projet de loi.

ART. 17.

Les § 2 des articles 81 et 82 sont supprimés et la disposition suivante est ajoutée à l'article 83:

Sur le produit des taxes revenant exclusivement à l'Etat, il est attribué au fonds spécial des communes une somme équivalant à un franc par habitant.

Cette quote-part remplace celle qui est prévue par l'article 2 de la loi du 19 août 1889.

Wetsontwerp.

ART. 17.

§ 2 van artikelen 81 en 82 worden opgeheven, en de volgende bepaling wordt aan artikel 83 toegevoegd:

Van de opbrengst der belastingen die uitsluitend aan den Staat toekomen, wordt aan het bijzonder fonds der gemeenten eene som toegekend overeenstemmend met één frank per inwoner.

Dit aandeel vervangt dat voorzien bij artikel 2 der wet van 19 Augustus 1889.

Amendements présentés par la Commission.

ART. 17.

Comme ci-contre.

amendementen
door de Commissie voorgesteld.

ART. 17.

Zoals hierna.

Loi du 29 octobre 1919.

attribuée, par parts égales, aux provinces et aux communes, au prorata du montant des revenus obtenus dans chaque province ou dans chaque commune et, à défaut de cet élément, selon des règles à fixer par arrêté royal.

§ 2. Un cinquième du produit de la taxe établie conformément au § 3 de l'article 35 est attribué au fonds spécial des communes.

ART. 85.

Il ne peut être établi ni perçu des additionnels provinciaux ou communaux ni des taxes similaires sur la base ou sur le montant des impôts cédulaires ou de la supertaxe créés par la présente loi.

Dispositions transitoires et abrogations.

ART. 86.

§ 1^{er}. A titre transitoire et sous réserve des dispositions de l'article 6, la contribution foncière de l'exercice 1920 sera basée sur les revenus cadastraux actuels divisés par le rapport moyen existant, pour un certain nombre de propriétés de la commune ou des communes voisines; entre les dits revenus et les revenus réels en 1919.

§ 2. Ce rapport sera déterminé séparément en ce qui concerne les propriétés bâties et les propriétés non bâties.

Wet van 29 oktober 1919.

aandeelen toegekend aan de provinciën en aan de gemeenten, naar verhouding van het bedrag der in elke provincie of in elke gemeente verwezenlijkte inkomsten en, bij gebreke van dezen grondslag, volgens bij koninklijk besluit te bepalen regelen.

§ 2. Een vijfde van de opbrengst der belasting, overeenkomstig § 3 van artikel 35 gevestigd, wordt aan het bijzonder fonds der gemeenten toegekend.

ART. 85.

Op den grondslag of op het bedrag der bij deze wetingevoerde cedulaire belastingen of « supertaxe » mogen noch opcentiemen ten bate van provincie of gemeente, noch soortelijke belastingen gelegd of geheven worden.

Overgangsbepalingen en intrekking van wetsbepalingen.

ART. 86.

§ 1. Ten titel van overgang en onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 6, zal de grondbelasting van het dienstjaar 1920 berekend worden op de tegenwoordige kadastrale inkomens gedeeld door de gemiddelde verhouding die, voor een zeker getal eigendommen de gemeente of der naburige gemeenten, tusschen bedoelde inkomsten en de werkelijke inkomsten in 1919 bestaat.

§ 2. Die verhouding zal afzonderlijk vastgesteld worden voor de gebouwde en de ongebouwde eigendommen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements présentés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

§ 3. Pour les maisons et autres bâtiments assimilés, le nouveau revenu cadastral fixé ensuite de la revision autorisée par l'article 19 de la loi du 30 décembre 1896, servira à l'établissement de l'impôt et du rapport visé au § 1^{er} du présent article.

Art. 85.

La quotité fixée par l'article 6 ne sera pas exigée pour la revision des revenus cadastraux de 1920.

Art. 86.

Le gouvernement est autorisé à faire procéder en 1920 au recensement des baux.

Toute infraction aux mesures prises à ce sujet est passible d'une amende de 100 à 1,000 francs.

Les baux non produits ou non enregistrés seront sans valeur en justice.

Art. 87.

§ 1^{er}. Les sociétés par actions visées au n° 1 de l'article 14 continueront à être soumises à la taxe sur les revenus et profits réels, à raison des revenus afférents aux exercices sociaux clôturés avant le 1^{er} janvier 1920 ainsi que des intérêts, primes ou lots d'obligations échéant avant la dite date.

§ 2. La taxe mobilière sera appliquée pour la première fois :

a) Sur les revenus visés à l'ar-

Wet van 29 October 1919.

§ 3. Voor de huizen en de andere daarmee gelijkgestelde gebouwen zal het nieuw kadastraal inkomen, bepaald ten gevolge van de bij artikel 19 der wet van 30 December 1896 toegelaten herziening, dienen tot het vaststellen van de belasting en van de bij § 1 van dit artikel voorziene verhouding.

Art. 85.

Het bedrag vastgesteld bij artikel 6 zal niet vereischt worden voor de herziening van de kadastrale inkomsten van 1920.

Art. 86.

De regering wordt gemachtigd om in 1920 te doen overgaan tot het opnemen der pachten.

Elke overtreding van de daartoe getroffen maatregelen is strafbaar met eene boete van 100 tot 1,000 frank.

De niet overgelegde of niet geregistreerde pachten zijn voor het gerecht van geen waarde.

Art. 87.

§ 1. De bij n° 1 van artikel 14 bedoelde vennootschappen op aandelen blijven onderworpen aan de belasting op de werkelijke inkomsten en winsten wegens de inkomsten betreffende de maatschappelijke boekjaren gesloten vóór 1 Januari 1920, alsook wegens de interesten, premien of loten van obligatiën vóór desen datum vervallen.

§ 2. De belasting op roerende zaken zal voor de eerste maal toegepast worden :

a) Op de inkomsten bedoeld bij ar-

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen
door de Commissie voorgesteld.

Loi du 29 octobre 1919.

tikel 13 et afférents aux exercices, sociaux prenant fin à partir du 1^{er} janvier 1920 ;

b) Sur les autres revenus échus à partir du 1^{er} janvier 1920.

Art. 88.

La taxe professionnelle sera appliquée à partir du 1^{er} janvier 1920.

La taxe sur les revenus et profits réels ne sera pas due pour les bénéfices ou rémunérations afférents aux exercices sociaux clôturés en 1919 ou antérieurement et passibles de la taxe professionnelle en 1920. Il sera fait, le cas échéant, déduction de l'impôt déjà payé.

Art. 89.

La supertaxe sera appliquée pour la première fois en 1920, sur les revenus de 1919, bien qu'ils n'aient pas été assujettis aux impôts cédulaires.

Art. 90.

Sauf pour les cotisations afférentes aux exercices antérieurs à 1920, sont abrogées les dispositions légales régissant :

- 1° La contribution foncière ;
- 2° La contribution personnelle sur la valeur locative, les portes et fenêtres et le mobilier ;
- 3° Le droit de patente ;
- 4° La taxe sur les revenus et profits réels.

Wet van 29 October 1919.

tikel 13 en betreffende de maatschappelijke boekjaren, die eindigen vanaf 1 Januari 1920 ;

b) Op de andere inkomsten vanaf 1 Januari 1920 vervallen.

Art. 88.

De bedrijfsbelasting zal toegepast worden vanaf 1 Januari 1920.

De belasting op de werkelijke inkomsten en winsten zal niet verschuldigd zijn voor de winsten of vergeldingen, betreffende de maatschappelijke boekjaren gesloten in 1919 of vroeger en onderworpen aan de bedrijfsbelasting in 1920. Bij voorkomend geval zal de reeds betaalde belasting afgetrokken worden.

Art. 89.

De « supertaxe » zal, voor de eerste maal, in 1920 toegepast worden op de inkomsten van 1919, ofschoon zij niet aan de cedulaire belastingen onderworpen werden.

Art. 90.

Behoudens voor de aanslagen welke behooren tot de dienstjaren die 1920 voorafgaan, worden ingetrokken de wettelijke bepalingen die beheerschen :

- 1° De grondbelasting ;
- 2° De personele belasting op de huurwaarde, op de deuren en vensters en op het mobiliair ;
- 3° Het patentrecht ;
- 4° De belasting op de werkelijke inkomsten en winsten.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Amendements présentés par la Commission

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

Art. 18.

L'article 90 est complété comme il suit :

Sont supprimées les exemptions antérieurement accordées en matière de droit de patente ou de taxe sur les revenus et profits réels.

Art. 18.

Artikel 90 wordt aangevuld als volgt :

Worden afgeschaft de vrijstellingen vroeger verleend in zake patentrecht of taxe op de werkelijke inkomsten en winsten.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 APRIL 1920.

Wetsontwerp

tot wijziging van de wetten betreffende de inkomstenbelastingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS

MIJNE HEEREN,

De verscheidene voorstellen, die in het wetsontwerp voorkomen, hebben ten doel en zullen, indien zij allen worden aangenomen, ten gevolge hebben :

Sommige bepalingen te herzien tot wegneming van onduidelijkheden en tot aanvulling van leemten, waardoor het onmogelijk is, de wet van 29 October 1919 volkomen toe te passen;

Sommige bedragen van heffing te wijzigen hetzij door die te verhoogen, hetzij door vrijstellingen af te schaffen of te verleenen;

Verscheidene wijzigingen te brengen in het stelsel van heffing of van invordering, zooals dit door de bestaande wet is geregeld.

Gezegde voorstellen hebben aanleiding gegeven tot de volgende aanmerkingen.

1. — BELASTING OP ROERENDE ZAKEN.

ART. 2 VAN HET ONTWERP; 15 VAN DE ALGEMEENE WET.

De nieuwe tekst wijzigt de aangenomen regeling door de belasting te heffen niet van de inkomsten, maar van een verworven rijkdom, welke reeds bij zijn ontstaan werd belast.

Vóór 1913 werden de sommen, gestort in de reservefondsen, geacht te

(1) Wetsontwerp, n^r 104.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Wauvermaus, Pepin, Hallet, Neujean, Raemdonck, Van de Vyvere.

zijn toegekend aan de aandeelhouders en werden zij als zoodanig belast.

Zij verhoogden de door hen ingebrachte sommen en waren eene uitbreiding van het aangewende kapitaal.

De belasting, van deze winsten geheven, bedroeg over 't algemeen 4 tot 8 t. h. Zij werd betaald. Wanneer die sommen zullen uitgekeerd worden, zal men aan de deelgenooten geen inkomsten uitbetalen, maar wel sommen, welke, voortspruitende uit inkomsten, in het bezit van de vennootschap zijn gebleven.

Op grond dat het percentsgewijze cijfer der belasting niet zoo hoog liep, wanneer de winst behaald werd, dan op het oogenblik waarop zij zal uitkeerd worden, zal, krachtens den nieuwen tekst, de belasting geheven worden van het verschil tusschen de tegen het vroeger cijfer ingevorderd bedrag en dit, welk bij de uitkeering bestaat.

BEDRIJFSBELASTING.

ART. 3 VAN HET ONTWERP; 25 VAN DE ALGEMEENE WET.

Alleen de weduwnaars en gehuwden, die een gezin moeten onderhouden en bewijzen dat hun geheel inkomen niet 5,000 frank per jaar overschrijdt, werden door de wet van 29 October 1919 vrijgesteld van de bedrijfsbelasting.

Het wetsontwerp stelt ruimere vrijstellingen voor : de bedrijfsbelasting zal niet meer geheven worden van de inkomsten, welke minder bedragen dan :

- 1,800 frank in de gemeenten van minder dan 5,000 inwoners ;
- 2,100 frank in de gemeenten van 5,000 tot 15,000 inwoners ;
- 2,400 frank in de gemeenten van 15,000 tot 30,000 inwoners ;
- 2,700 frank in de gemeenten van 30,000 tot 60,000 inwoners ;
- 3,000 frank in de gemeenten van 60,000 inwoners en meer.

Deze cijfers zijn lager dan het minimum, dat men thans kan beschouwen als onontbeerlijk om in de levensbehoeften te voorzien.

Er werd voorgesteld, die cijfers te verhoogen en ze te brengen, volgens de belangrijkheid van de gemeente, van 3,000 tot 6,000 frank.

Dit amendement zou ten gevolge gehad hebben, dat een zeer groot deel van de bevolking aan de belasting zou ontsnappen.

De Commissie achtte het onmogelijk, zich met dit voorstel te vereenigen, en wel om twee reden : eene redenen van beginsel en eene reden van fiscale noodzakelijkheid.

Eene reden van beginsel : al de ingezetenen moeten in de openbare lasten bijdragen. In het verslag, ingediend naar aanleiding van het ontwerp dat de wet van October 1919 is geworden, wordt vermeld om welke redenen de vrijstelling van eene klasse of van eene andere soort van inkomsten dient te worden verworpen (*Stukk. Kamer*, n^o 320, bl. 54-55). De Kamer vereenigde zich met die meening. Geen enkele nieuwe reden werd aangevoerd om loonen en wedden van elke belasting vrij te stellen boven de in het ontwerp opgenomen cijfers, die als niet te verminderen minima-inkomsten werden aangenomen.

Ten opzichte van de fiscale inkomsten zou de voorgestelde vrijstelling ze in groote mate kunnen doen afnemen.

In tal van dorpen zou er geen belastbare stof meer zijn. Werklieden, bedienden zouden zelfs de belastingen niet meer betalen, welke zij vroeger betaalden en waarvan de nieuwe wetgeving hen vrijstelt.

Door de bij het wetsontwerp gevoegde tabellen en door de tabel, na dit verslag opgenomen, kan men nagaan welke bijdrage wordt geëischt van de loonen en wedden en hoe gering de belasting is.

Verscheidene leden van de Middenafdeeling wezen er op, dat, wanneer al de loontrekkenden, die slechts over het minimum van onontbeerlijke inkomsten beschikken, van de bedrijfsbelasting vrijgesteld worden, dezelfde regel zou moeten gelden voor hen, die, om te bestaan, geen andere middelen hebben dan de geringe renten van enkele roerende waarden of van een weinig belangrijk vast goed.

Diende men niet denzelfden regel toe te passen, namelijk « dat het onmogelijk is, eene belasting te heffen van de armen of van hen, die bijna arm zijn »?

De vraag is gegrond, doch de Afdeeling erkende dat het onmogelijk is, eene formule te vinden, waardoor die regeling zou kunnen toegepast worden.

ART. 4 VAN HET ONTWERP; 27 EN 30 VAN DE ALGEMEENE WET.

Bij het voorbereiden van de algemeene wet, wilde men, in den beginne, de bedienden van de openbare machten en de private bedienden bevoordeelen bij wijze van vermindering van het bedrag der belasting.

Dit voorstel werd niet aangenomen.

Artikel 4 van het ontwerp brengt het onrechtstreeks opnieuw te berde : de bedrijfsuitgaven van gezegde bedienden zouden onveranderlijk vastgesteld worden op een zesde van hunne bezoldiging.

Men dient in aanmerking te nemen dat de fiscus als bedrijfsuitgaven beschouwt alleen die, welke rechtstreeks het gevolg zijn van het uitoefenen van den handel of van het beroep met uitsluiting van elke persoonlijke uitgave, — als daar zijn huur, vuur en licht voor het gedeelte der woning, dat niet door de magazijnen en kantoren wordt betrokken; kleedingkosten, voedingsmiddelen. Hoe zou men dus het onveranderlijk bedrag van een zesde — dus 16 t. h. — kunnen wettigen als overeenstemmende met de uitgaven van eenen ambtenaar, van eenen bediende, die geen kosten van huur of onderhoud van kantoren te betalen heeft?... Wat betreft de werklieden, kan de bedrijfsuitgave bestaan in het slijten van de werktuigen, in het aankopen van werkkleederen en, wellicht, in de reiskosten. Zij verschillen niet in gelijke mate als het bedrag van de bedrijfsinkomsten.

Het onveranderlijk vastgesteld bedrag zou kunnen lager zijn dan de uitgave, welke de geringe inkomsten bezwaart, en overdreven wat betreft die van de ambtenaren en van hen, die hooge posten bekleeden.

Daardoor zou men voor alle bedrijven het beginsel bevestigen, dat men de « sociale verplichtingen » als bedrijfsuitgaven beschouwen kan.

Het komt dus gevaarlijk voor, den regel van het onveranderlijk vastgesteld

bedrag aan te nemen, krachtens welken « die lasten, bij gebrek aan bewijskrachtige gegevens, op een zesde van de bezoldiging of van het loon vastgesteld worden. »

De uitdrukking : « bij gebrek aan bewijskrachtige gegevens » is overigens een vage uitdrukking : daardoor is elke strijdige raming vanwege den fiscus of vanwege den belanghebbende mogelijk.

Men late den huidige toestand onveranderd; dat is de beste oplossing. Mocht echter deze meening geen ingang vinden, dan zou, naar de meening van de leden der Afdeeling, het onveranderlijk vastgesteld bedrag moeten bepaald worden op een tiende.

In elk geval, indien men eene aftrekking wegens bedrijfsuitgaven mocht aannemen, dan spreekt het vanzelf dat het noodig zijn zou, om eene dubbele vrijstelling te vermijden, de vergoedingen voor bedrijfsuitgaven te voegen bij de belastbare sommen; de woorden : « met uitsluiting van de vergoedingen verleend voor bedrijfsuitgaven » zouden uit den tekst van artikel 29, § 1, *in fine*, moeten weggelaten worden.

ART. 3 VAN HET ONTWERP; 31, § 3, VAN DE ALGEMEENE WET.

In het eerste stelsel werd de heffing aan de bron voorzien.

Artikel 31, § 1, zooals het in de wet voorkomt, is het gevolg van eene stemming in tweede lezing, waarbij wijzigingen werden gebracht in eenen tekst, dien men in eerste lezing niet had gewijzigd.

Na de aanneming van het eerste lid, dat gezegd stelsel invoerde, zette de Kamer het onderzoek van dit stelsel niet voort, en wel op grond van het reglement. Thans bedoelt artikel 31 twee tegenstrijdige stelsels en men kan daaruit slechts besluiten dat de verplichting voor den wetgever om de bedrijfsbelasting af te houden niet meer is opgelegd door een wetstekst.

Het stelsel, door de Regeering voorgesteld, voor de heffing der bedrijfsbelasting van « de verscheidene wedden der openbare of private ambtenaren en bedienden, alsmede van alle loonen; van pensioenen en lijfrenten, met uitzondering van de jaargelden tot onderhoud » (art. 23, 2°), zou, volgens den ingedienden tekst, moeten geregeld worden als volgt :

De heffing zou niet « aan de bron » of door « stoppage » geschieden. De ambtenaren, bedienden, werklieden zouden, binnen de drie eerste maanden van elk jaar, aangifte van het bedrag hunner inkomsten moeten doen. (Zie art. 53).

De aan te geven inkomsten zijn die, welke het vorige jaar werden opgetrokken (art. 6, nieuw lid 3 van artikel 32).

De aangiften zouden aanleiding geven tot het aanslagbiljet uit de rol. De belasting zou betaalbaar zijn per trimester (zie vroeger art. 59, te wijzigen door art. 13 van het ontwerp).

Bij niet rechtstreeksche betaling der belasting door de belastingschuldigen, ambtenaren, bedienden, werklieden, zijn zij, die de wedden, loonen, pensioenen, enz. in België betalen, « persoonlijk verplicht, de belasting en de desbetreffende interesten te betalen »; zij zullen echter het recht hebben,

« ze af te houden van gezegde inkomsten, zonder verhaal van die ze » optrokken ».

Om over de wijze, waarop deze verrichting geschiedt, te oordeelen, moet men ze in verband brengen met het bepaalde in artikel 3 van het ontwerp, krachtens hetwelk van al de bedrijfskosten wordt afgetrokken eene som van 1,800 tot 3,000 frank, volgens het cijfer van de bevolking der woonplaats van den belastingschuldige; dit minimum van vrijstelling wordt tevens verhoogd met een tiende per gezinslid ten laste van den belastingschuldige en met twee tienden voor de vrouw en elk kind van meer dan acht jaar.

Het nieuwe stelsel is dus dit van de rechtstreeksche heffing, na vaststelling van rollen, op de opgetrokken inkomsten van het vorig jaar.

De Commissie is van meening dat men integendeel het eerste stelsel dient te behouden, hetwelk toen door de Regeering werd voorgesteld als « reeds van toepassing zijnde voor de dividenden, interesten der obligatiën, en geschikt zijnde om de heffing te vergemakkelijken en elk bedrog te vermijden. »

Het schijnt onmogelijk dat men van werklieden en bedienden, een jaar nadat zij hun loon of hunne wedde hebben opgetrokken, de belasting eische voor dit loon of die wedde. De aldus geregelde heffing zou aanleiding geven tot het opmaken van evenveel uittreksels uit de rollen als er loon- of weddetrekkenden zijn. Daardoor zou de ontvangst ontzaglijk ingewikkeld zijn; tevens zouden de belastingschuldigen er tijd bij verliezen.

Voor den Staat zou het een zeer groote vereenvoudiging zijn, indien hij voor den werkgever optrad als agent belast met de heffing; de werkgever zou hem de opgave der afhoudingen mededeelen en het geheel bedrag daarvan storten dadelijk nadat het inkomen aan de belanghebbenden werd uitgekeerd.

Men zou dus den oorspronkelijken tekst moeten hernemen en § 1 van artikel 31 vervangen door de navolgende bepaling :

§ 1. *Zijn de belasting verschuldigd de natuurlijke personen of de rechtspersonen, de vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid en de feitelijke vereenigingen of gemeenschappen :*

a) *die de in artikel 25 vermelde inkomsten in België genieten, zelfs indien zij in het buitenland of in de kolonie verblijven ;*

b) *die, als schuldenaars der in n° 2° van artikel 25 vermelde inkomsten, ze in België betalen aan rechthebbenden, zelfs indien deze rechthebbenden in het buitenland of in de kolonie hunne woonplaats of hun verblijf hebben.*

Er dient te worden aangemerkt dat de uitdrukking *belastingschuldige* beteekent *belastingschuldige tegenover den fiscus*, 'verplicht aan dezen te betalen hetzij in persoonlijken naam en voor zijne rekening, hetzij voor andermans rekening met recht van terugvordering.

Het aannemen van dien tekst zal ten gevolge hebben, dat artikel 32, huidige paragraaf 3, dient te worden behouden, wat gelijkstaat met de verwerping van artikel 6 van het ontwerp.

II. BEPALING VAN HET BEDRAG DER CEDULAIRE BELASTINGEN.

ART. 7 VAN HET ONTWERP; 35 VAN DE ALGEMEENE WET.

Artikel 7 is het gevolg van de vrijstellingen toegestaan door de artikelen 3, 4 en 10.

Het stelt eene verhooging van het bedrag van aanslag vast en trekt een deel van de toegevingen in, welke die artikelen verleenen.

III. SUPERTAXE.

ART. 9 VAN HET ONTWERP; 59 VAN DE ALGEMEENE WET.

Bij artikel 39 van de algemeene wet worden voortaan twee onderscheiden gevallen voorzien :

a) Dit van het familiehoofd, dat met de leden dier familie een gezin uitmaakt ;

c) Dit van een persoon, die voorkomt als het hoofd van eene groep of van eene vereeniging zonder onderscheiden persoonlijkheid en om welke reden ook de inkomsten ontvangt, welke toebehooren aan personen die met hem geen gezin uitmaken, geval voorzien bij artikel 40.

In het eerste geval vestigt de wet het vermoeden dat « de nog minderjarige kinderen worden vermoed deel uit te maken van het gezin ».

De Memorie van Toelichting voegt er bij dat « d r wijze de meerderjarige kinderen niet geneigd zullen zijn, den huiskring te verlaten om hunne ouders aan het klimmen der belasting te doen ontsnappen ».

Dit besluit zou uit den voorgestelden tekst slechts kunnen afgeleid worden bij wijze van redeneering *a contrario*.

Vermits dit de beteekenis is van dit artikel, zou het verkieslijk zijn, ze nader te bepalen door in den tekst te vermelden dat « behoudens tegenbewijs *alleen* de met hunne ouders inwonende minderjarige kinderen vermoed worden deel uit te maken van het gezin ».

Wat het tweede geval betreft, bepaalt de nieuwe tekst er zich bij, een onbetwistbaren regel van aanslag te bekrachtigen : de belasting is een persoonlijke last; waar goederen geen onverdeelde boedel uitmaken en tegenover de wet gelden als persoonlijke goederen, dient de fiscus zich tot elken persoon te wenden voor zijne heffingen. Hij, die de inkomsten optrekt, is slechts een lasthebber. Hij zal moeten bewijzen dat hij lasthebber of zaakvoerder is.

ART. 10 EN 11 VAN HET ONTWERP; 41 EN 42 VAN DE ALGEMEENE WET.

Betreffende het nemen van de bevolking tot grondslag werden aanmerkingen gemaakt. Staat de duurte der levensbenoodigdheden wel in verband met het cijfer der bevolking? Er werd geantwoord dat het beginsel aangenomen werd zoowel in de huidige wet als in andere wetten (huishuurwet, enz.) en dat het ontwerp er zich bij bepaalde, de cijfers te wijzigen; dat {overigens de koninklijke besluiten de rangschikking kunnen verbeteren, wanpeer de evensduurte in sommige gemeenten bijzonder erg zou voorkomen.

Artikel 11 verhoogt het bedrag van de gezinsvrijstellingen.

Kortom, het schijnt dat, zoo de vermindering van het bedrag der vrijgestelde inkomsten den grondslag van de bijkomende belasting verruimt, de vermindering van het grondbedrag (nieuw artikel 42) eene zoodanige vergelding ten gevolge heeft, dat de toestand nagenoeg niet gewijzigd zal zijn, wat de gemiddelde inkomsten betreft.

De nieuwe klimming treft enkel de inkomsten boven 30,000 frank.

ART. 12 VAN HET ONTWERP; 44 VAN DE ALGEMEENE WET.

Tegen het nieuwe barema werd aangevoerd, dat de belasting te snel klimt voor de lagere reeksen en dat de klimming zonder nut te spoedig ophoudt.

De Afdeeling was van meening dat men de klimming zonder bezwaar slechts bij het bedrag van 30 t. h. zou kunnen doen ophouden.

ART. 13 VAN HET ONTWERP; 52 VAN DE ALGEMEENE WET.

In strijd met wat in de Memorie van Toelichting wordt beweerd, bepaalt dit artikel er zich niet bij, de wet te herzien naar aanleiding van wijzigingen, welke sommige amendementen tijdens de behandeling zouden gebracht hebben in den algemeenen samenhang der wet van October 1919.

Te allen tijde werden, in onze fiscale regeling, de maatschappijen van kapitalen onderworpen aan een bijzonder stelsel.

Bij de behandeling, welke aan de aanneming der wet van 1919 voorafging, werd opnieuw het beginsel bevestigd, dat men economisch het strenge begrip niet huldigen kon, krachtens hetwelk de rechtspersoon eene persoonlijkheid heeft, onderscheiden van die der aandeelhouders, aan wie de winsten zijn uitgekeerd. Men hield zich aan het fiscaal begrip, krachtens hetwelk de vennootschap op aandelen slechts eene juridische fictie is, welke al hare aandeelhouders te zamen vertegenwoordigt. Men zie, onder andere, het Verslag der Middenafdeeling, n^o 70 en 90.

De eerste voorstellen, door de Regeering overgemaakt aan de Middenafdeeling, luiden bijgevolg : « Daar de belasting op de roerende waarden de inkomsten treft der aandelen of bewijzen in de vennootschappen of aandelen, welke in België hun maatschappelijken zetel of hunne voornaamste bestuursinrichting hebben, zullen de winsten van bedoelde vennootschappen *niet onderworpen zijn aan de bedrijfsbelasting* »; in den tekst van de Regeering, door de Middenafdeeling overgenomen, werden zij opgenomen in de volgende bewoordingen : « De bedrijfsbelasting treft al de nagemelde inkomsten : 1^o de winsten van om 't even welke nijverheids-, handels- of landbouwbédrijven, *met uitzondering van de winsten der burgerlijke of handelsvennootschappen, welke eene rechtspersoonlijkheid bezitten, onderscheiden van die der deelgenoten* ».

De tekst werd in eerste lezing aangenomen, nadat men hem, in onderling overleg met de Regeering, had gewijzigd zoodat de beteekenis ervan nog nader bepaald werd. (*Handelingen*, Kam. Volksv., vergadering van 10 October 1919, bl. 2036.)

De in de Memorie van Toelichting voorkomende bewering, dat sommige amendementen wijzigingen zouden gebracht hebben in den algemeenen samenhang der wet, kan alleen steunen op eene wijziging in den tekst, in tweede lezing aangenomen, zonder dat de minste verklaring of de minste uitlegging hieromtrent gegeven werd : de woorden « met uitsluiting van de winsten der vennootschappen, enz... » werden vervangen door de woorden : « met inbegrip van de winsten wegens den persoonlijken arbeid der deelgenooten in de burgerlijke of handelsvennootschappen, welke eene rechts-persoonlijkheid bezitten, onderscheiden van die der deelgenooten. »

Het weglaten van de woorden « met uitsluiting van de winsten der vennootschappen... » wordt volkomen verklaard door de gedachte, dat het door ons aangehaald stelsel, algemeen aangenomen, niet moest bevestigd worden; evenzoo wordt de toevoeging verklaard door het feit, dat het nuttig is, den toestand van de deelgenooten in de vennootschappen ten aanzien van den persoonlijken arbeid, door hen geleverd, nader te bepalen.

De vraag, die thans oprijst, is deze : Moet men het aangenomen stelsel intrekken en de inkomsten, verschaft door de vennootschappen op aandeelen, tweemaal belasten, mits men zekere wijzen van toepassing der belasting aanneemt ?

Volgens dit nieuwe stelsel zouden de vennootschappen op aandeelen aan de bedrijfsbelasting onderworpen worden, m. a. w. al de winsten, behaald door middel van de haar toevertrouwde kapitalen of dank zij de bedrijvigheid van de lasthebbers der deelgenooten, zouden belast worden met de klimmende belasting, ingevoerd krachtens artikel 35 en toepasselijk per reeksen van 5,000 frank en minder.

Het deel van die opbrengsten der bedrijfswerkzaamheid, dat daarna zou uitgekeerd worden aan de aandeelhouders, zou belast worden met de belasting op roerende waarden van 10 t. h., doch met deze verzachting dat het bedrag der belasting op roerende zaken zou afgetrokken worden van de bedrijfsbelasting.

Zóó zou men werkelijk twee opeenvolgende belastingen heffen van dezelfde opbrengsten.

Door de Memorie van Toelichting werd aangevoerd dat dit stelsel meer overeenstemt met de billijkheid en dat « het onlogisch zijn zou, eene vennootschap op aandeelen minder te belasten dan de particuliere of de vennootschap onder gemeenschappelijken naam, die gelijksoortige ondernemingen mochten bedrijven onder gelijke omstandigheden, wat betreft kapitaal en winsten ».

Gezegde Memorie ziet niet in, welk verschil er bestaat tusschen de vennootschappen van kapitalen, eenerzijds, en de vennootschappen van personen en de particulieren, anderzijds.

Wat betreft de eerste, op welke de regelen der openbaarheid van toepassing zijn, welke hunne balansen moeten indienen en de belasting op de winsten vroeg of laat moeten betalen, heeft de wet eene verschillende regeling aangenomen : de belasting op de uitgekeerde winst. Doch tevens stelde zij een hooger belastingbedrag vast. Wanneer de vorige wet er van afzag de

aflossingen en de reserves te treffen, werd het percentage der belasting integendeel verhoogd.

Om de vennootschappen op aandelen te kunnen gelijkstellen met particulieren, met vennootschappen onder gemeenschappelijke naam, zou men ze logischerwijze moeten treffen door de bedrijfsbelasting alleen en de belasting op roerende zaken moeten afschaffen.

De voorgestelde nieuwigheid is geschikt — de Memorie van Toelichting erkent het — om opnieuw aanleiding te geven tot de geschillen, welke vroeger tusschen den fiscus en de vennootschappen zijn opgerezen betreffende de zoogezegd overdreven aflossingen en de bedekte reserves. De toestand werd ondraaglijk geacht. Men was van meening dat het volstrekt noodig was, daaraan een eind te maken. Moet men dien toestand herstellen, omdat hij zich tegenover particulieren nog voordoet?

Kortom, de nieuwe tekst kan samengevat worden in deze stelling : voortaan zal de belasting de sommen treffen, welke in de reserves werden opgenomen, welke werden besteed aan aflossingen, die de fiscus overdreven acht, ofwel aan uitgiftepremiën; indien eene vennootschap winsten maakt in den loop van een dienstjaar en hare vorige balansen integendeel verliezen vaststelden, zal zij niettemin de belasting moeten betalen voor de sommen, waardoor die verliezen worden afgelost.

Dit nieuwe stelsel werd door de Middenafdeeling niet aangenomen.

ART. 14 EN 15 VAN HET ONTWERP ; 54 EN 59 VAN DE ALGEMEENE WET.

De voorgestelde teksten kunnen nog samengaan met het stelsel van de heffing bij wijze van afhouding, waaraan de Middenafdeeling de voorkeur gaf. De aanneming daarvan dringt zich echter niet op.

Men dient nochtans in aanmerking te nemen dat men een belastingschuldige niet verplichten kan tot betaling van den wettelijken interest eener schuld, welke nog niet bepaald is, indien de niet bij afhouding geheven belastingen betaalbaar zijn per trimester; er is slechts niet-betaling vanaf het ontvangen van een aanslagbiljet.

Het tweede lid van artikel 59, huidige § 1, zou in elk geval moeten behouden worden.

ART. 16 VAN HET ONTWERP ; 63 VAN DE ALGEMEENE WET.

De wet van October 1919 steunt op het beginsel van de gecontroleerde aangifte. Dat is het beginsel van de Franche wet. Het is uitgedrukt in de artikelen 53 en 55 van de wet. In den Senaat werd door den Minister van Financiën verklaard dat, volgens de wet, de heffing steunt op de aangifte. « Alleen wanneer men om ernstige redenen meenen mag dat die aangifte niet volstrekt echt ofwel onnauwkeurig is, zou men tot contrôle overgaan ». (*Handel.*, Senaat, vergadering van 22 October 1919, bl. 941).

De nieuwe tekst wijzigt dit stelsel door het opleggen van een voorafgaande contrôle.

Ter rechtvaardiging beroept de Memorie van Toelichting zich op een mogelijk

misbruik, dat het Beheer zou kunnen plegen : « Deze beperking zou de plaatselijke ambtenaars kunnen aanzetten, de belanghebbenden te hoog te belasten om geschillen te doen oprijzen en aldus de inlichtingen te bekomen, noodig tot de regelmatige vestiging der belastingen ».

Mochten ambtenaren tot zulke praktijken overgaan, dan zou een waarschuwing door het Beheer volstaan om ze er toe te brengen, den wil van den wetgever na te komen.

Vóórdat de aanslagen zijn vastgesteld, kan er noch van surtaxes, noch van fiscale bezwaren sprake zijn.

De gronden, waarop de fiscus steunt, zijn niet van zoodanigen aard dat eene bepaling, welke de Kamer reeds heeft verworpen, in de wet dient te worden opgenomen. Zij heeft het Beheer alle mogelijke middelen willen aan de hand doen om het bedrog te treffen, om de onnauwkeurige verklaring te herzien.

« Het wetsontwerp, zegde te dien aanzien het verslag der Middenafdeeling (*Stukk. Kam.*, 1919, n^o 320, §§ n^os 128 en 129), geeft volle vrijheid tot » alle middelen van navorsching en van bewijslevering... Zij ziet er hoege- » naamd geen bezwaar in, dat alwie den fiscus inlichtingen verstrekken en » bedrog beletten kan, geroepen wordt om zijne medehulp te verleenen, — » doch in bijzondere gevallen.

« Het is niet aan te nemen dat het Beheer, bij wijze van algemeen » maatregel, en wanneer er niet het minste geschil bestaat, zou bevoegd zijn » om het voorleggen van de lijst van al de spaarboekjes, alsmede de opgave » van het saldo van al de rekeningen in banken, van al de in bewaring gege- » ven titels te eischen. Dit zou eene inquisitie zijn, waardoor de wet hatelijk » en derhalve onuitvoerbaar zou worden. Doch een gansch andere zaak is » het, dit voorleggen te eischen in bepaalde gevallen, wanneer het Beheer » redenen heeft om te gelooven dat een belastingplichtige de rechten ont- » duikt. Deze bedreiging alleen zal trouwens in de meeste gevallen kunnen » volstaan.

» De fiscus dient in staat te worden gesteld te bewijzen dat de aangiften » valsch of onvolledig zijn. Dienaangaande is het aan te nemen dat hij » bevoegd zij om, in bepaalde gevallen, het advies in te winnen en te volgen » van beroepskorpsen ; naar het voorkomt, mogen zij echter niet aangesteld » worden als colleges van zettters.

De Commissie heeft de voorgestelde wijziging verworpen.

De tweede wijziging bij artikel 63 bedoelt het overleggen van de borderellen. Dit voorstel werd aangenomen met vier stemmen tegen drie, om de redenen, door de Regeering aangevoerd in de Memorie van Toelichting.

Tegen dit voorstel werd aangevoerd dat, zooals de Memorie van Toelichting het zegt, « van die verplichting de borderellen over te leggen, in eerste lezing aangenomen, werd afgezien in tweede lezing om de eenparige goedkeuring der Kamer mee te dragen voor het stelsel der aangifte ».

Zij, die zich er tegen verzetten, stelden de vraag of het wel past terug te komen op deze overeenkomst, waarop de stemming, door talrijke leden uitgebracht, was gegrond, nu men, bij gebrek aan werkelijke toepassing van

de wet, nog niet kan vaststellen of, in strijd met hunne meening en met wat de Regeering had aangenomen, het niet indienen van de borderellen het bedrag zal bevorderen en de belasting alleen door de personen van goede trouw zal doen betalen.

Het mededeelen van de borderellen maakt het borderel verplichtend met al de gevolgen daarvan. In Frankrijk wordt het niet geëischt, ofschoon het niet bewezen wordt dat er uit dien hoofde bedrog gepleegd werd.

ARTIKEL 17 VAN HET ONTWERP ; 83 VAN DE ALGEMEENE WET.

In de plaats van een vijfde der opbrengst van de inkomsten der roerende waarden en van de bedrijfsbelasting, aan de gemeenten toegekend, kent het wetsontwerp, als onveranderlijk bedrag, een frank per inwoner toe.

In beginsel verklaarde de Middenafdeeling zich voor deze hervorming, omdat zij de toegekende uitkeering meer in overeenstemming met de plaatselijke lasten schijnt te brengen.

Zij was echter van meening dat, alvorens daarover voorgoed uitspraak wordt gedaan, nadere inlichtingen over de waarschijnlijke gevolgen van deze nieuwe wijze van uitkeering noodig zijn; wellicht zullen deze inlichtingen bij de behandeling van het ontwerp geleverd worden.

Onder voorbehoud van de voorgaande aanmerkingen en amendementen, stelt de Middenafdeeling u eenparig voor, het wetsontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



BIJLANGE I.

Tabel

houdende aanwijzing van het bedrag der bijdragen in de **BEDRIJFSBELASTING** en in de **SUPERTAXE**, welke verschuldigd zouden zijn, in eene gemeente van minder dan 3,000 inwoners, door een **BEDIENDE** of een **WERKMAN**

- a) ongehuwd ;
 b) gehuwd zonder kinderen ;
 c) » met een kind beneden 8 jaar ;
 d) » met een kind beneden 8 jaar en een kind boven 8 jaar.

WEDDE of LOON		Volgens het stelsel der wet van 29 October 1919.			Volgens het stelsel van het ontwerp tot wijziging.			Aanmerkingen.
		Bedrijfs- belasting.	Supertaxe. (1)	Te samen.	Bedrijfs- belasting.	Supertaxe. (1)	Te samen.	
3,000	a	30	»	30 »	14 »	3 »	17 »	(1) Om het met de supertaxe belastbaar inkomen te bepalen, werden het vereischte minimumom te kun- nen bestaan, alsmede het bedrag van de be- drijfsbelasting afge- trokken; daarenboven werd de supertaxe verminderd met 5 % voor elken te onder- houden persoon.
	b	30	»	30 »	6 50	1 50	8 »	
	c	30	»	30 »	3 20	»	3 20	
	d	30	»	30 »	»	»	»	
4,000	a	55	9 50	64 50	30 50	7 50	38 »	
	b	55	6 »	61 »	23 »	5 50	28 50	
	c	55	3 »	58 »	20 »	4 50	24 50	
	d	55	»	55 »	12 50	2 50	15 »	
5,000	a	80	19 »	99 »	47 »	11 50	58 50	
	b	80	15 »	95 »	40 »	9 »	49 »	
	c	80	11 50	91 50	36 »	8 »	44 »	
	d	80	8 50	88 50	29 »	6 »	35 »	
6,000	a	105	29 »	134 »	65 »	15 50	80 50	
	b	105	24 50	129 50	56 50	13 »	69 50	
	c	105	20 50	125 50	53 »	11 50	64 50	
	d	105	17 »	122 »	46 »	9 50	55 50	
7,000	a	135	38 50	173 50	85 50	19 50	105 »	
	b	135	33 50	168 50	76 50	17 »	93 50	
	c	135	29 »	164 »	72 »	15 50	87 50	
	d	135	25 »	160 »	63 »	13 »	76 »	
8,000	a	165	48 »	213 »	106 50	23 50	130 »	
	b	165	43 »	208 »	97 50	20 50	118 »	
	c	165	38 »	203 »	93 »	19 »	112 »	
	d	165	33 »	198 »	84 »	16 50	100 50	

BIJLAGE II.

Tabel

houdende aanwijzing van het bedrag der bijdragen in de **BEDRIJFSBELASTING** en in de **SUPERTAXE**, welke verschuldigd zouden zijn, in eene gemeente van 15,000 tot 20,000 inwoners, door een **BEDIENDE** of een **WERKMAN**

- a) ongehuwd;
 b) gehuwd zonder kinderen;
 c) » met een kind beneden 8 jaar;
 d) » met een kind beneden 8 jaar en een kind boven 8 jaar.

WEDDE OF LOON.		Volgens het stelsel der wet van 29. October 1919.			Volgens het stelsel van het ontwerp tot wijziging.			Aanmerkingen.
		Bedrijfs- belasting.	Supertaxe. (1)	Te zamen.	Bedrijfs- belasting.	Supertaxe. (1)	Te zamen.	
3,000	a	30	—	30 »	2 »	—	2 »	(1) Om het met de supertaxe belastbaar inkomen te bepalen, werden het vereischte minimum om te kun- nen bestaan, alsmede het bedrag van de be- drijfsbelasting afge- trokken; daarenboven werd de supertaxe verminderd met 5 t. h. voor elken te onder- houden persoon.
	b	30	—	30 »	—	—	—	
	c	30	—	30 »	—	—	—	
	d	30	—	30 »	—	—	—	
4,000	a	55	—	55 »	18,50	4,50	23 »	
	b	55	—	55 »	9 »	2 »	11 »	
	c	55	—	55 »	4 »	1 »	5 »	
	d	55	—	55 »	—	—	—	
5,000	a	80	4,20	84,20	35 »	8,50	43,50	
	b	80	—	80 »	25,50	6 »	31,50	
	c	80	—	80 »	20,50	4,50	25 »	
	d	80	—	80 »	11 »	2 »	13 »	
6,000	a	105	14 »	119 »	52 »	13 »	65 »	
	b	105	9 »	114 »	42 »	10 »	52 »	
	c	105	4,50	109,50	37,50	8 »	45,50	
	d	105	—	105 »	28 »	6 »	34 »	
7,000	a	135	23,50	158,50	71 »	17 »	88 »	
	b	135	18 »	153 »	59 »	13 »	72 »	
	c	135	13 »	148 »	54 »	12 »	66 »	
	d	135	8,50	143,50	44,50	9 »	53,50	
8,000	a	165	33 »	198 »	91,50	20,50	112 »	
	b	165	27,50	192,50	79,50	17,50	97 »	
	c	165	22 »	187 »	73,50	15,50	89 »	
	d	165	16,50	181,50	61,50	12,50	74 »	

BIJLAGE III.

Tabel

houdende aanwijzing van het bedrag der bijdragen in de **BEDRIJFSBELASTING** en in de **SUPERTAXE**, welke verschuldigd zouden zijn, in eene gemeente van meer dan 100,000 inwoners onder het stelsel van 1919 en van 60,000 inwoners en meer onder het nieuwe stelsel, door een **BEDIENDE** of een **WERKMAN**.

- a) ongehuwd;
 b) gehuwd zonder kinderen;
 c) » met een kind beneden 8 jaar;
 d) » met een kind beneden 8 jaar en een kind boven 8 jaar.

WEDDE OF LOON.		Volgens het stelsel der wet van 29 October 1919.			Volgens het stelsel van het ontwerp tot wijziging.			Aanmerkingen.
		Bedrijfs- belasting.	Supertaxe. (1).	Te samen.	Bedrijfs- belasting.	Supertaxe. (1).	Te samen.	
3,000	a	30	—	30 »	—	—	—	(1) Om het met de supertaxe belastbaar inkomen te bepalen, werden het vereischte minimum om te kun- nen bestaan, alsmede het bedrag van de be- drijfsbelasting afge- trokken; daarenboven werd de supertaxe verminderd met 5 t. h. voor elken te onder- houden persoon.
	b	30	—	30 »	—	—	—	
	c	30	—	30 »	—	—	—	
	d	30	—	30 »	—	—	—	
4,000	a	55	—	55 »	6 60	1 60	8 20	
	b	55	—	55 »	—	—	—	
	c	55	—	55 »	—	—	—	
	d	55	—	55 »	—	—	—	
5,000	a	80	—	80 »	23 20	5 70	28 90	
	b	80	—	80 »	11 30	2 60	13 90	
	c	80	—	80 »	5 30	1 15	6 45	
	d	80	—	80 »	—	—	—	
6,000	a	105	—	105 »	40 »	9 80	49 80	
	b	105	—	105 »	28 »	6 50	34 50	
	c	105	—	105 »	22 »	4 85	26 85	
	d	105	—	105 »	10 »	2 10	12 10	
7,000	a	135	8,65	143 65	56 60	13 80	70 40	
	b	135	2,50	137 50	44 60	10 40	55 »	
	c	135	—	135 »	38 60	8 50	47 10	
	d	135	—	135 »	26 60	5 50	32 10	
8,000	a	165	18,35	183 35	76 50	17 90	94 40	
	b	165	11,70	176 70	61 60	14 25	75 85	
	c	165	5,70	170 70	55 30	12 20	67 50	
	d	165	—	165 »	43 30	9 »	52 30	

LOI DU 29 OCTOBRE 1919

(WET VAN 29 OCTOBER 1919)

PROJET DE LOI

(WETSONTWERP)

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION

(AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD)

(16)